

AUDIENCE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

La représentante spéciale par intérim du Secrétaire général de l'ONU en Libye

P. 4

CRISE EN LIBYE

Le président Tebboune évoque une initiative algéro-tunisienne

P. 24

DOSSIERS DE LA MÉMOIRE NATIONALE

M. Chikhi représentant de l'Algérie pour mener le travail de mémoire avec la France

P. 24

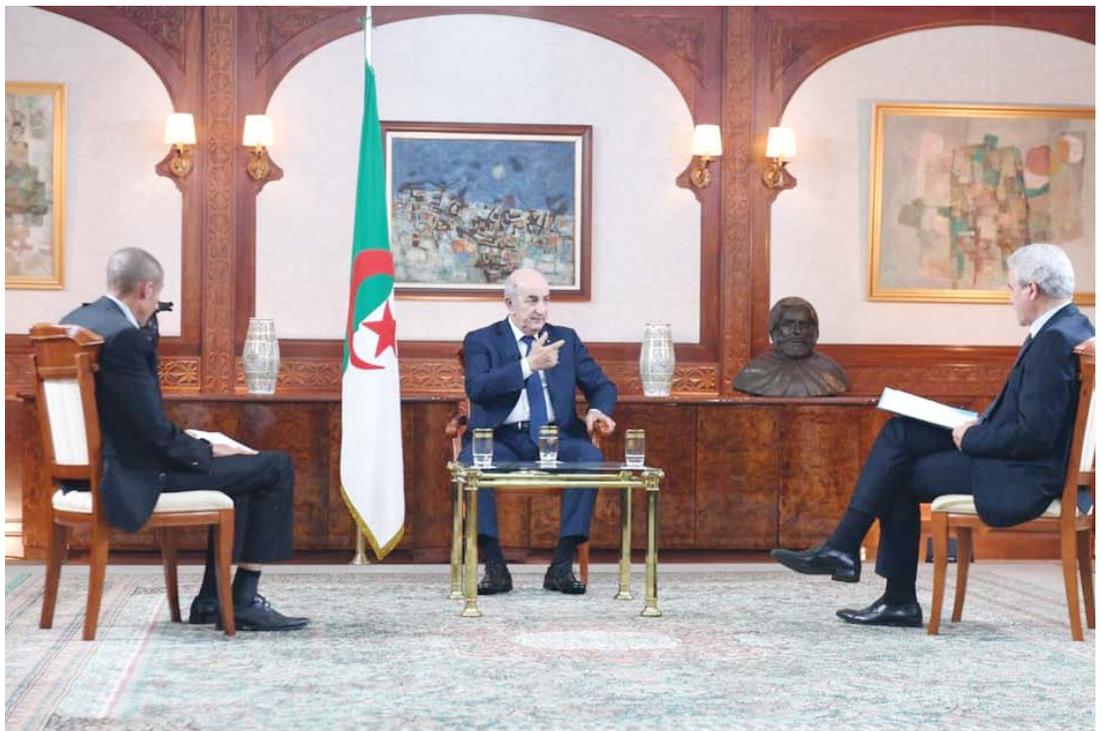
NOUVELLE PRESTATION MEDIATIQUE DU PRESIDENT TEBBOUNE

"LE SALUT DE LA PATRIE, NOTRE OBJECTIF"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, dimanche soir lors de son entrevue avec la presse, que l'objectif auquel il œuvrait était "le salut de la patrie", assurant que "les choses progressaient bien" en dépit des tentatives de certains "de semer la zizanie et d'affaiblir le pays". "L'objectif de l'Algérie Nouvelle est le salut de la patrie, qui est un devoir national et un droit pour tous les Algériens, et tout un chacun est le bienvenu pour contribuer à sortir de la situation que vit le pays et mettre fin à la mentalité de l'exclusion pour la simple raison d'un changement dans le poste de responsabilité", a déclaré le Président Tebboune soutenant que la voie est ouverte à toutes les compétences nationales.

P.p 3-4-6

APS



ECONOMIE PARALLÈLE

Djerad : "un préjudice pour les efforts de relance de l'investissement"

P. 6

UNIVERSITÉ

"599 maîtres de conférences classe A promus au grade de Professeur"

P. 4

COVID-19 - BILAN DANS LE MONDE

Au moins 606.605 décès

P. 11

SANTÉ

SYNDROME CORONARIEN AIGU

Quels symptômes doivent alerter ?

P.p 12-13

FOOTBALL

Belmadi : "Aborder la CAN-2022 avec l'objectif de préserver notre titre"

P. 21



HOMMAGE Médailles du mérite national au rang de "Achir" à Athmane Ariouet et Kaddour Darsouni

P. 16

MDN

LUTTE ANTITERRORISTE

Un troisième terroriste abattu à Médéa

P. 24

EDUCATION

Rentrée scolaire 2020-2021 : le recours aux listes d'attente pour le recrutement des professeurs autorisé



Le ministère de l'Éducation nationale a adressé lundi une correspondance aux directions de l'Éducation (DE) des wilayas autorisant le recours aux listes d'attente du concours de recrutement des enseignants organisé au titre de l'année scolaire 2017-2018.

Conformément à la correspondance numéro 759, dont une copie est parvenue à l'APS, les DE des wilayas sont appelées, compte tenu de la propagation du coronavirus et ses conséquences négatives, à recourir aux listes d'attente du dernier concours de recrutement des professeurs, organisé en mars 2018, et ce, aux fins d'assurer le cadre pédagogique nécessaire à la scolarisation régulière des élèves lors de la prochaine rentrée scolaire.

En vertu de cette instruction, les DE sont tenus donc de "recourir à ces listes afin d'occuper les postes budgétaires dans la limite du besoin pédagogique de toutes les matières d'enseignement", a conclu la même source.

ACCIDENT DE LA ROUTE M'sila : 4 morts et 3 blessés près de Ounougha



Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et trois (3) autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dimanche dans la commune de Ouannougha, (M'sila), ont annoncé les services de la protection civile.

L'accident s'est produit sur un axe de la route nationale Rn 60, au lieu-dit "Ethniyat" suite à une collision entre deux véhicules touristiques a précisé la protection civile.

Les corps des victimes ont été transférés à la morgue de la clinique de Hammam Delaa, alors que les blessés sont actuellement pris en charge dans la même structure de santé, selon la même source. Une enquête a été diligentée pour déterminer les causes de l'accident.

CRIMINALITÉ Tizi-Ouzou : arrestation de quatre personnes pour le meurtre d'un mineur



L'auteur présumé d'un homicide volontaire et ses trois complices ont été arrêtés par les éléments de la sûreté urbaine de Tadmait, à l'Ouest de Tizi-Ouzou, a rapporté dimanche un communiqué de la sûreté de wilaya.

L'enquête diligentée sous la direction du parquet de Tizi-Ouzou suite à la mort suspecte, le 05 du mois de juillet en cours, d'un mineur, signalée par les services de la clinique de la localité, a abouti à l'identification et l'arrestation de l'auteur, A.R, âgé de 28 ans et de ses trois complices, a-t-on précisé.

Une procédure judiciaire a été instruite à leur encontre pour homicide volontaire, détournement de mineur de moins de 18 ans, acte contre nature, violences, et incitation de mineur à la débauche, est-il ajouté.

Présentés au Parquet de Tizi-Ouzou, le présumé auteur principal a été mis en détention préventive, et ses complices ont été placés sous contrôle judiciaire, l'un pour détournement de mineur, et les deux autres pour non-dénonciation de crime, a-t-on précisé de même source.

Sur un autre volet, la sûreté de wilaya a indiqué que dans le cadre du suivi de l'application des mesures préventives du Covid-19, quelque 23 personnes et 18 véhicules ont été contrôlés durant la semaine écoulée.

Sept procès-verbaux de constat d'infraction à ces mesures et trois procès-verbaux pour infractions routières (défaut de présentation de documents afférents à la circulation), ont été établis.

ANNABA Ouverture de 20 points de vente de bétail dans le respect des mesures préventives de lutte contre le Covid-19



Vingt (20) points de vente de bétail, en prévision de l'Aïd el Adha, ont été ouverts à Annaba, par arrêté du wali, Djameleddine Berimi, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Ces points de vente ont été ouverts à travers toutes les communes de la wilaya d'Annaba, entre le 15 et 30 juillet courant de 8h du matin jusqu'à 16h de la journée, a précisé la même source, soulignant que toutes les mesures préventives pour lutter contre la propagation du Coronavirus ont été prises.

La décision d'ouvrir ces points de vente de bétail comprend plusieurs mesures préventives obligatoires dont ceux qui fréquentent ces lieux en tant que vendeurs ou potentiels acheteurs se doivent de respecter pour prévenir la contamination au Covid 19, notamment le port du masque, l'utilisation de gel désinfectant, le respect de la distance, et l'organisation pour éviter tout éventuel rassemblement.

En outre, 20 médecins vétérinaires ont été mobilisés pour assurer le contrôle sanitaire des moutons de l'Aïd El Adha ainsi que des équipes mixtes de contrôle dans le but de veiller à un respect des mesures prises pour prévenir la propagation de Covid 19, a-t-on conclu.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 9 morts et 179 blessés en 24 heures (Protection civile)

Neuf (09) personnes ont trouvé la mort et 179 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan établi lundi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de M'sila avec quatre personnes décédées de la même famille et trois autres blessées, suite à une collision entre deux véhicules légers, survenue sur le chemin de wilaya 60, dans la commune d'Ounougha, daïra de Hammam Dhalaa, a précisé la même source.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la protection civile ont effectué, durant les dernières 24 heures, 142 opérations de sensibilisation à travers tout le territoire national les appelant citoyens à la nécessité du respect de confinement, ainsi que les règles de la distanciation physique.

Les unités de la Protection civile ont également effectué 193 opérations de désinfection générale, a relevé la même source, précisant que ces opérations ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, où 715 agents, 99 ambulances, 86 engins ont été mobilisés, ainsi que la mise en place de dispositifs de surveillance dans deux sites d'hébergement, destinés au confinement des citoyens rapatriés à travers les wilayas d'Alger et Illizi.

En outre, des plongeurs de la Protection civile de la wilaya d'Oran sont intervenus pour l'évacuation d'une personne de sexe masculin, âgée de 19 ans, décédée noyée en mer au lieu-dit la Madragh, zone rocheuse, dans la commune et daïra d'Ain Turk, a indiqué la même source, ajoutant que la victime a été évacuée vers l'hôpital local.

S'agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêt, maquis, récoltes et broussailles, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 18 incendies de différents espèces végétales, dont 7 incendies de forêt, 4 incendies de maquis, 6 incendies de broussailles et un incendie de récolte ayant causé des pertes estimées à 10,5 ha de forêts, 10 ha de maquis, 35,5 ha de broussailles, 50 bottes de foin, 745 arbres fruitiers et 80 palmerais.

L'intervention rapide des secours de la Protection civile a permis, cependant, de circonscire ces incendies et d'éviter leur propagation vers d'autres espèces végétales.

MOUDJAHIDINE - DÉCÈS Décès du moudjahid Berrezoug Abdelkader dit "Mustapha"

Le moudjahid Berrezoug Abdelkader dit "Mustapha" est décédé à l'âge de 94 ans, a-t-on appris dimanche auprès du ministère des Moudjahidines et des ayants-droit.

Né en 1926, le défunt, qui était un des notables de la région d'El Abiodh Sidi Cheikh, a rejoint en 1955 l'Armée de libération nationale (ALN) dans le sud au niveau de la wilaya V historique.

En 1956, il a été nommé chef du Aarch des "Djerramma", et a été chargé de la collecte des armes et de la mobilisation des jeunes au sein des rangs de la révolution nationale. Feu Berrezoug a été également chargé de la collecte d'informations, en sus de la coordination et des liaisons avant d'être désigné, en 1958, responsable de liaison entre la troisième région des wilayas V et VI historiques.

Le regretté a été nommé aussi chef de la 5e division dans la 3e région de Timimoune jusqu'en 1962.

Après l'indépendance, le défunt s'est établi à Timimoune où il a été désigné, de 1962 à 1963, coordonnateur de la fédération du FLN dans cette ville, avant d'être nommé coordonnateur de la fédération du FLN dans la région d'El Abiodh Sidi Cheikh (1964-1968), ensuite membre du bureau de la Mouhafadha du parti à Saïda (1969-1976), puis membre de la mouhafadha du FLN en qualité de délégué de la Daira de Bougtob (1985-1986).

En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidines et des Ayants-droit a présenté ses condoléances les plus attristées à la famille du défunt priant le Tout Puissant de l'accueillir en son vaste Paradis.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE DEVANT DES MÉDIAS

Le salut de la patrie, notre objectif

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, dimanche soir lors de son entrevue avec la presse, que l'objectif auquel il œuvrait était "le salut de la patrie", assurant que "les choses progressaient bien" en dépit des tentatives de certains "de semer la zizanie et d'affaiblir le pays".

"L'objectif de l'Algérie Nouvelle est le salut de la patrie, qui est un devoir national et un droit pour tous les Algériens, et tout un chacun est le bienvenu pour contribuer à sortir de la situation que vit le pays et mettre fin à la mentalité de l'exclusion pour la simple raison d'un changement dans le poste de responsabilité", a déclaré le Président Tebboune soutenant que la voie est ouverte à toutes les compétences nationales. Soulignant sa volonté de "rétablir la cohésion entre le peuple algérien", le président Tebboune a plaidé pour "une rupture définitive entre le passé et le présent en vue de construire un avenir qui soit le prolongement du présent". A ce propos, il a assuré que "les choses progressaient bien" en dépit de "certaines personnes, qui en raison de leur manque de foi et de nationalisme, tentent de semer la zizanie et d'affaiblir le pays". De tels agissements ne sauraient entamer notre volonté surtout face à l'optimisme affiché par les citoyens, notamment des quartiers populaires de tout le pays", a-t-il ajouté. Par ailleurs, le chef de l'Etat a indiqué que le changement structurel du nouvel Etat passait par "une nouvelle Constitution qui tire les enseignements de toutes les précédentes pour être consensuelle et pérenne", mettant en avant l'impératif de parvenir à des lois garantissant la moralisation de la vie politique et économique" et à des décisions économiques institutionnelles transparentes et pérennes permettant aux citoyens de contrôler les deniers publics. Réitérant l'existence d'une forte volonté politique pour le changement, le Président de la République a fait remarquer que celle-ci nécessitait pour sa réussite "le soutien des citoyens". Il a rappelé, dans ce sens, avoir été le candidat de la société civile et des jeunes en refusant de postuler sous l'étiquette d'un quelconque parti politique parce qu'il voulait être "le président de tous les Algériens". Pour le chef de l'Etat, la société civile a un rôle axial dans la prise en charge des problèmes quotidiens du citoyen



et le mouvement associatif "est le cœur battant" de la société, d'où la désignation d'un Conseiller spécial, a-t-il fait savoir. Le Président Tebboune a expliqué que l'Etat qu'il œuvre à édifier, "partant de son appartenance Novembriste", était "un Etat fort qui consacre la justice et préserve les droits des faibles. Un Etat social garantissant l'égalité des chances, combattant la pauvreté et veillant à la répartition équitable du revenu national". Estimant que les disparités sociales sont "une bombe à retardement" menaçant l'unité nationale, le Président Tebboune a mis l'accent sur l'impérative lutte contre toutes les formes de corruption portant atteinte au pays et au citoyen à la fois, à leur tête la corruption qui "affecte directement le citoyen, victime de chantage pour un droit", faisant état de plusieurs cas de corruption dont les auteurs ont été sanctionnés.

A ce propos, il a exhorté les citoyens à dénoncer tout dérapage et à défendre leurs droits dans le cadre de la loi. Evoquant l'importance de séparer l'argent du pouvoir, il a estimé que l'argent sale donne lieu à des "institutions faibles".

"La concurrence doit être sur la base des idées, de la crédibilité et de l'intégrité en laissant le choix au citoyen", dit M. Tebboune. Pour le président de la République l'édification de la nouvelle Algérie, "par les bras" de tous ses enfants passe par la volonté politique, le nation-

nalisme et sans exclusion aucune", soulignant les compétences de la nouvelle génération, fruit de 110 universités et Ecoles supérieures. Il a plaidé, dans ce sens, pour que la voie soit ouverte aux 200.000 diplômés annuellement "de s'engager dans la vie politique et de constituer une nouvelle génération d'entrepreneurs afin de donner un nouveau souffle aux instances élues et à l'économie".

Une loi rigoureuse pour protéger les corps médical et paramédical et les fonctionnaires des hôpitaux

Evoquant la situation sanitaire du pays, le Président Tebboune a annoncé le durcissement des sanctions contre les auteurs d'agressions sur les staffs médicaux à travers "une loi rigoureuse" qui sera promulguée la semaine prochaine visant la protection des corps médical et paramédical ainsi que les fonctionnaires des hôpitaux.

"En tant que personne, que citoyen et président, ça me peine que des médecins et des infirmiers, qui n'ont pas vu leurs enfants depuis quatre mois, soient victimes d'agressions", a déclaré le Président de la République en qualifiant ces personnels de "véritables moudjahidine".

Le chef de l'Etat a assuré que "les médecins sont sous l'entière protection de l'Etat algérien et du peuple algérien". A cet effet, il a mis en garde que toute agression

contre le personnel médical, qu'elle soit physique ou verbale, exposera son ou ses auteurs à des peines sévères "oscillant entre 5 et 10 ans de prison ferme".

Par ailleurs, le chef de l'Etat a fustigé le retard accusé dans le versement de la prime exceptionnelle décidée par l'Etat au profit des professionnels de la santé en indemnité contre les dangers du Coronavirus (covid-19). D'autre part, le Président de la République a réitéré que "l'Etat prendra en charge, à travers des indemnités, les petits commerçants et artisans touchés par la pandémie Covid-19".

Evoquant l'Aid El Adha, le Président de la République a expliqué que "le sacrifice est un sunna, mais le risque sanitaire n'est pas à écarter (...) nous ne pouvons être permissif face à la mise en danger de la santé du citoyen", appelant l'ensemble des citoyens à faire preuve de patience, de sagesse et de vigilance pour sortir de cette situation. En réponse à une question sur la personnalité qu'il a choisi pour discuter des questions de la mémoire avec la partie française, représentée sur décision du président français par l'historien Benjamin Stora, le chef de l'Etat a annoncé la désignation du Conseiller auprès de la Présidence de la République, chargé des Archives nationales et de la mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi, précisant que cette décision a été signifiée à la partie française.

Le Président Tebboune a indiqué, dans ce sens, avoir évoqué avec le Président français la question de la mémoire "le plus normalement qu'il soit" et que "les choses sont claires et sans crispation aucune".

Des changements radicaux pour libérer l'économie nationale de la mentalité rentière+

Au volet économique, le Président de la République a annoncé des changements radicaux à initier prochainement en vue de libérer l'économie nationale, de "la mentalité rentière" et lui permettre

d'être créatrice de richesse et de favoriser la compétitivité et l'innovation. Une économie où la ressource humaine est le fondement du développement, a-t-il assuré.

Les efforts de l'Etat seront principalement focalisés sur la création d'un solide tissu de petites et moyennes entreprises (PME) soutenu par un réseau de startups innovantes et de micro-entreprises, a-t-il indiqué, ajoutant que ce tissu sera la locomotive de l'économie nationale à l'avenir. Il a souligné, en outre, la détermination de l'Etat à réduire à 20% la dominance des hydrocarbures sur l'économie nationale d'ici fin 2021, estimant que "l'appui de secteurs tels que l'agriculture et les startups, parallèlement au contrôle de l'importation anarchique sont à même de contribuer à la diversification économique escomptée".

Le Président de la République a rappelé que la rencontre prévue les 16 et 17 août prochain consacrée au Pla de relance socioéconomique constituera la plateforme pour aller vers une économie basée sur l'innovation et la diversification.

A une question sur le dossier libyen, le président Tebboune a évoqué "une possible solution algéro-tunisienne" à la crise en Libye réaffirmant que le règlement du conflit "passe impérativement par la table du dialogue et que l'usage des armes n'a et ne sera jamais la solution". Le Président Tebboune a réitéré concernant "les décisions individuelles" que "l'Algérie" ne soutient ni les unes ni s'oppose aux autres" mais, a-t-il ajouté, "nous refusons d'être mis devant le fait accompli". Il a assuré que "l'Algérie qui n'a aucune volonté de faire cavalier seul, ne peut imposer une quelconque initiative ou solution sans parrainage des Nations unies et du Conseil de sécurité". Regrettant "les tentatives d'implication de certaines tribus libyennes dans le conflit ardent ces dernières 24 heures", le président de la République a estimé que "c'est là une situation très dangereuse qui pourrait faire basculer la Libye dans le même sort que la Somalie".

"Le changement structurel du nouvel Etat requiert une Constitution consensuelle et pérenne"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé dimanche soir que le changement structurel du nouvel Etat passait par "une nouvelle Constitution qui tire les enseignements de toutes les précédentes pour être consensuelle et pérenne", soulignant l'impératif de "rétablir la cohésion entre les Algériens".

Lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux, M. Tebboune a indiqué que "c'est sur la nouvelle Constitution que reposeront les instances élues et non élues et les institutions nationales et que c'est à sa faveur que nous parviendrons à des lois garantissant la moralisation de la vie politique et économique". Relevant que "l'Algérie s'est retrouvée après les crises et la situation qu'elle a eue à tra-

verser dans un vide non seulement en termes de responsabilité mais également et de gestion, ce qui a conduit le peuple dans des labyrinthes qui lui ont fait perdre au peuple sa cohésion", le Président Tebboune a mis en avant sa volonté de "rétablir la cohésion entre le peuple algérien". A ce propos, il a plaidé pour "une rupture définitive entre le passé et le présent en vue de construire un avenir qui soit le prolongement du présent".

"L'objectif de l'Algérie Nouvelle est le salut de la patrie, qui est un devoir national et un droit pour tous les Algériens", a-t-il affirmé ajoutant que "tout un chacun est le bienvenu pour contribuer à sortir de la situation que vit le pays et mettre fin à la mentalité de l'exclusion pour la sim-

ple raison d'un changement dans les postes de responsabilité". Soulignant que l'Algérie "possède des compétences à tous les niveaux", le Président de la République a réaffirmé l'impératif de "renforcer la cohésion des Algériens pour construire notre pays dont nous n'avons un autre".

"Le véritable message du 22 février est un changement dans le mode de gestion du pays", a dit le président de la République soutenant que "les accumulations de plus de 20 années impliquent des changements radicaux qui ne peuvent être opérés du jour au lendemain". "La bonne foi et la volonté sincère existent pour concrétiser cet objectif en dépit des répercussions de la crise du coronavirus", a-t-il conclu.

Le Président Tebboune met en avant le rôle axial de la société civile dans le traitement des problèmes quotidiens du citoyen

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, dimanche soir, le rôle axial de la société civile dans le traitement des problèmes quotidiens du citoyen. "Je mise sur la société civile pour son honnêteté et je crois en le mouvement associatif qui s'intéresse au quotidien des citoyens", a affirmé le Président Tebboune, lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux.

Estimant que le pays était actuellement dans la construction d'une société civile, appelée à jouer un rôle axial, le président de la République s'est dit "fier de tous ces jeunes qui activent bénévolement, en sacrifiant leurs week-ends, au service des malades ou pour la protection de l'environnement".

Mettant en avant l'importance de la loi pour un Etat juste et fort, le Président de la République a insisté sur l'impératif d'assainir le climat prévalant par le passé", réaffirmant son engagement à mettre un terme aux anciennes pratiques, aux maux sociaux et économiques et à l'absence de morale. "Il faut tirer les enseignements du passé mais la bonne foi ne suffit

pas à elle seule, il faut aussi des lois", a-t-il ajouté. A une question sur sa conception de l'Etat social, le Président Tebboune a précisé qu'"il s'agissait d'un Etat fidèle à ceux qui se sont sacrifiés pour l'édification d'un Etat juste qui combat la pauvreté", mettant en avant l'impératif de "la répartition équitable du revenu national entre les citoyens".

Il a réitéré, à ce propos, qu'il ne tolérera pas que l'obtention d'un sachet de lait soit une épreuve pour le citoyen ni qu'il soit obligé de vivre dans des taudis alors qu'une autre catégorie de citoyens bâtissent des demeures décentes pour que leurs enfants vivent convenablement.

"La majorité des citoyens ne demande pas la fortune mais simplement la préservation de leur dignité", a assuré M. Tebboune rappelant que son programme "repose sur la préservation de la dignité du citoyen, ambitionne l'émergence d'une nouvelle génération à travers l'égalité des chances pour tous les Algériens". "La garantie de l'égalité des chances est la base de la démocratie", a-t-il ajouté.

ECONOMIE-FINANCE

Le Président Tebboune réaffirme la disponibilité des capacités financières pour concrétiser le plan de relance économique

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé, dimanche soir, la disponibilité des capacités financières permettant la mise en œuvre du plan de relance de l'économie nationale.

"Les 60 milliards de dollars de réserves de change sont suffisants pour une relance, sachant que d'autres pays sont contraints d'emprunter quelques milliards auprès des institutions internationales", a déclaré le Président Tebboune lors de son entrevue avec des médias nationaux, diffusée sur la Télévision et la Radio publiques.

Assurant que l'essentiel est dans la gestion, le chef de l'Etat a cité, en outre, quelques 25 milliards de dollars de recettes d'hydrocarbures auxquels s'ajoutent 25 milliards de dollars de revenus du secteur de l'agriculture. Il a annoncé, dans ce sens, des changements au plan économique visant à mettre fin à la dépendance aux hydrocarbures et à construire une nouvelle économie basée sur la création de richesses, la compétitivité et l'innovation.

"Les changements économiques seront officiellement annoncés durant la réunion d'août et nous entamerons leur mise en œuvre directement", a-t-il ajouté. Concernant la durée que prendrait la concrétisation de ces réformes, le président de la République a indiqué qu'elles pourraient être finies durant le présent mandat comme elles pourraient être parachevées par le prochain président "sauf si le citoyen exprime autre volonté". Ces questions "fondamentales et décisives pour la nation ne devraient pas être liées à une personne", a-t-il ajouté.

Le Président Tebboune a exprimé le vœu de voir le Plan de

relance de l'économie nationale, qui sera annoncé lors de la réunion prévue les 16 et 17 août prochain, "faire l'objet d'une unanimité ou du moins une quasi-unanimité".

Réduire à 20% la contribution des hydrocarbures à l'économie nationale d'ici 2021

Ce plan consacrera une nouvelle vision de l'économie nationale, longtemps basée sur la rente pétrolière et le commerce, reposant sur l'industrie et la création de nouvelles richesses alternatives, a expliqué M. Tebboune relevant, dans ce cadre, que l'objectif escompté était la réduction à 20% de la contribution du secteur des hydrocarbures à l'économie nationale entre la fin de l'année en cours et 2021.

La nouvelle vision est axée également sur l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs et sur un rôle central des petites et moyennes entreprises, ainsi que des micro-entreprises et des startups, qui sont génératrices d'emplois d'une part et à la portée des porteurs de projets d'autre part.

Dans cette nouvelle approche, le secteur des hydrocarbures constituera "un support supplémentaire" pour l'économie nationale, en créant de la valeur ajoutée, a détaillé le Président de la République rappelant l'arrêt de l'importation des carburants définitivement à partir de 2021. Parallèlement, le produit national sera développé et l'activité agricole et l'exploitation des ressources

minières seront élargies. Ces changements économiques concrétiseront, par ailleurs, la volonté des Algériens à changer le mode de gestion du pays, exprimée le 22 février 2019, a poursuivi le Président Tebboune.

Ces réformes économiques interviendront parallèlement à des changements structurels sur le plan politique visant la moralisation de la vie publique et le renforcement du contrôle des citoyens de la gestion et des deniers publics afin d'aboutir à des décisions institutionnelles transparentes et non individuelles, et par conséquent pérennes, a soutenu le président de la République.

Révision de la législation régissant l'économie

Evoquant l'impérative révision des lois régissant l'économie nationale en vue d'assainir le climat économique et opérer une rupture avec les pratiques, le président de la République a rappelé que certains avaient tiré profit des lacunes juridiques, notamment en matière de marchés publics et de transfert de fonds vers l'étranger. Réitérant l'importance de la lutte contre toutes les formes de corruption, il a estimé que "la petite corruption n'était pas moins dangereuse que la grande corruption, voire même plus préjudiciable au citoyen". Par ailleurs, le président Tebboune a insisté sur l'importance de préserver le caractère social de l'Etat en veillant à "la répartition équitable du revenu national entre tous les citoyens" estimant que les disparités



sociales pouvaient être "une bombe à retardement".

Il a mis en avant, dans ce contexte, l'impératif d'accorder aux zones d'ombre leur part en matière d'opportunités de développement et d'égalité de chances, assurant que "La majorité des citoyens ne demande pas la fortune mais simplement la préservation de leur dignité".

Dans le même contexte, le président de la République a mis en avant le rôle majeur du secteur du Bâtiment dans la concrétisation de cette vision, au plan social à travers l'amélioration des conditions de vie du citoyen et au plan économique à travers la relance de la roue du développement, en ce sens que la réalisation d'un projet de logements nécessite plus de 45 matières. A une question sur les parties étrangères pouvant contribuer à la mise en œuvre du nouveau plan économique, le Chef de l'Etat a affirmé qu'il existait plusieurs pays amis écono-

miquement solides qui pourraient accompagner les Algériens dans l'exécution de la nouvelle stratégie économique.

Cependant, M. Tebboune a tenu à réitérer son refus catégorique de recourir à l'endettement extérieur ou au financement non conventionnel, ceci, a-t-il dit, n'empêche pas la participation de pays amis à des projets économiques en Algérie. Concernant les mégaprojets auxquels aspire l'Algérie, le Président de la République a cité l'extension du réseau ferroviaire en direction de pays africains, mettant en avant le rôle de ce projet dans le développement socio-économique des zones limitrophes et l'accélération de la complémentarité économique interafricaine. Le président Tebboune qui s'est dit ouvert à toute possibilité de partenariat avec d'autres pays, dont la France, a néanmoins insisté sur deux principes à savoir l'équilibre des intérêts et la réciprocité.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Président Tebboune : " l'édification d'une économie nationale passe par l'éradication de l'argent sale et la mise en place d'institutions fortes et propres "

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, dimanche soir, que l'économie nationale avait besoin de changements radicaux et structurels et que son édification passait par l'éradication de l'argent sale et la mise en place d'institutions fortes et propres.

Lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux, le Président Tebboune a expliqué que "la véritable relance de l'économie nationale requiert l'établissement d'un contrôle à travers des institutions fortes", ajoutant que la relance économique impliquait "l'assainissement, la lutte contre la corruption et la récupération des fonds détournés".

Estimant que le traitement nécessitait d'abord un bon diagnostic, il a mis en avant l'impératif de l'assainissement du climat qui prévalait précédemment, de la lutte contre la corruption, de la récupération des fonds détournés pour éviter que ne se reproduisent les anciennes pratiques et leurs conséquences immorales en termes de transactions économiques. Il a préconisé, dans ce sens, de pallier les lacunes existantes dans les lois notamment celles ayant trait à l'investissement et à l'économie afin de renforcer le contrôle, précisant que "la Constitution et les lois à venir permettront de consacrer la bonne foi au sein de la société et d'éviter la répétition des erreurs du passé". Abordant la question de la séparation de l'argent du pouvoir, le Président Tebboune a souligné que "l'argent sale qui intervient parfois dans la nomination, voire la révocation, à des postes de responsabilité était nuisible à la démocratie", a-t-il dit.

"Nous devons écarter l'argent sale pour ériger des institutions fortes et propres qui soient la voix de la volonté du peuple", a-t-il soutenu, ajoutant que "la concurrence doit être par les idées et l'intégrité pour

l'édification d'institutions fortes". Exhortant les citoyens à dénoncer la corruption et les dépassements, le Président de la République a mis en avant l'impératif d'avoir une justice forte pour la dissuasion des contrevenants et la protection du simple citoyen, "la plus grande victime de ces pratiques, comme la corruption". S'agissant de la récupération de l'argent détourné, M. Tebboune a réitéré son engagement "quant à la récupération de ces fonds une fois toutes les données disponibles".

La prochaine Constitution contribuera à la relance de l'économie nationale

Par ailleurs, le chef de l'Etat a assuré que la prochaine Constitution contribuera à la relance de l'économie nationale, ajoutant que cette dernière "nécessite des changements radicaux et structurels qui ont été engagés". Soulignant l'importance d'une concordance entre la politique et l'économie, le Président Tebboune a déclaré que "le changement et le traitement de 20 années d'accumulations ne sauraient être opérés du jour au lendemain". "La bonne foi et la volonté sincère pour le changement existent et les décisions ont été prises mais leurs fruits ne peuvent être cueillis en quelques mois d'autant qu'il y a eu la crise sanitaire", a-t-il dit. Il a affirmé en outre que "la nouvelle Constitution permettra de renforcer le contrôle à travers les institutions et la moralisation de la vie politique et économique", estimant que "la décision économique doit être institutionnelle transparente et non individuelle". Partant, a-t-il ajouté, ces institutions fortes permettront également aux citoyens de contrôler la gestion et les deniers publics, ce qui permettra de concrétiser le véritable progrès tant au plan social, que politique et économique.

UNIVERSITÉ/ENSEIGNANTS/PROMOTION 599 maîtres de conférences classe A promus au grade de Professeur (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a fait état, dimanche à Alger, de la promotion de 599 maîtres de conférences de classe A au grade de Professeur sur un total de 740 candidats toutes spécialités confondues, soit un taux de 80,94%.

"Sur un total de 740 candidats, toutes spécialités confondues, pour cette session, et après examen minutieux des dossiers au niveau des sous-commissions dans toutes les spécialités, 599 maîtres de conférences, classe A ont été promus au grade de Professeur, soit un taux de 80,94%", a indiqué le ministre lors de l'annonce des résultats de la 43e session de la Commission Universitaire Nationale (CUN-43), déplorant le report de cette 43e session, prévue initialement en janvier, jusqu'à la semaine dernière, en raison de la situation sanitaire. Ainsi, le nombre global des professeurs s'élèvera à 7635 à 8.234, a-t-il précisé. Détaillant les résultats

de cette session par branches de spécialité, le ministre a cité 118 admis sur un total de 163 candidats (72,39%) pour la branche technologie, 64 admis sur un total de 75 candidats (85,33%) pour les sciences exactes, 65 admis sur un total de 80 candidats (81,25%) pour les sciences de la nature et de la vie, en sus de 66 admis sur un total de 85 candidats (77,64%) pour les sciences économiques et commerciales. Pour les sciences sociales et humaines, il a évoqué 168 admis sur un total de 198 candidats (84,84%), contre 59 admis sur un total de 69 candidats pour la branche des Lettres et langues étrangères (85,50%) et 59 admis sur 70 candidats (84,28%) pour les sciences économiques et commerciales. Le ministre a annoncé l'ouverture de la 44 CUN à la fin novembre 2020 et de la 45 CUN à la fin juin 2021, soulignant que le traitement des dossiers se fera à partir de novembre prochain à travers une plateforme numérique.

ORAN

Le ministre de l'Habitat préside une cérémonie de distribution de 2.679 logements

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri a présidé, dimanche à Oran, une cérémonie de distribution de 2.679 logements publics, en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports Sid Ali Khaldi et de la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, Salima Souakri.

La cérémonie symbolique de remise des clés aux bénéficiaires du quota de logements s'est déroulée à la salle de conférences de la mosquée pôle "Abdelhamid Ibn Badis" d'Oran, en présence aussi du wali d'Oran, Abdelkader Djelaoui, d'élus locaux et de représentants de la société civile. Le quota de 2.679 logements est réparti en 2.304 logements location/vente (AADL) dans la commune de Misserghine, de 300 logements sociaux à Mers El Hadjadj dans la daïra de Bethioua et de 75 logements promotionnels aidés (LPA) à hai Belgaid (à l'est d'Oran). Un programme pour l'année 2020 a été élaboré pour l'attribution de 27.000 logements de différents programmes, a indiqué le wali d'Oran, soulignant que la wilaya a bénéficié d'un programme de 55.500 logements dont 21.000 en cours



de réalisation, comportant plus de 15.000 logements AADL, 11.000 logements sociaux et 1.000 LPA. Abdelkader Djelaoui a fait savoir que ce programme permettra le relogement des familles, notamment celles résidant dans le vieux bâti, en

plus de l'éradication progressive de l'habitat précaire qui constitue depuis de nombreuses années des points noirs dans les communes de la wilaya. Le wali a mis l'accent sur "la nécessité d'œuvrer à l'achèvement de tous les projets d'habitat en

cours pour les distribuer aux bénéficiaires dans les meilleurs délais. La visite du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri se poursuit cet après-midi au nouveau projet d'habitat "Chahid Ahmed Zabana" à Misserghine.

DJELFA

Echos positifs des citoyens au confinement partiel prorogé dans huit communes

La décision de réaménagement des horaires du confinement partiel à domicile dans huit (8) communes de Djelfa (de 17h00 au lendemain 05h00) a été positivement accueillie tant par les citoyens, que les commerçants et les transporteurs publics et privés de la wilaya, a constaté l'APS.

En effet, les rues et artères principales de la commune de Djelfa se sont vidées, dès les premières minutes après 17h00, au moment où la circulation automobile a sensiblement diminué, notamment au niveau des carrefours et différents axes routiers, où la présence de la police, sous forme de patrouilles pédestres et motorisées, a été intensifiée, en application de la décision des autorités publiques.

La mesure a été, également, plus ou moins respectée au niveau des communes de Dar Chioukh, Messaâd, et Had-Sahary. "Un plan sécuritaire spécial a été mis en place par la sûreté de wilaya de Djelfa pour la mise en œuvre des instructions des autorités publiques, avec des sanctions fermes prévues à l'encontre des contrevenants à cette mesure de réaménagement

des horaires du confinement partiel à domicile, décidée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'aménagement du territoire", a indiqué à l'APS, le chargé de la communication près ce corps, le commissaire de police, Fités Saâd. Signalant, entre autres, le déploiement des agents de la police au niveau des artères principales des villes concernées, avec l'installation de barrages fixes à leurs entrées et sorties, outre le lancement de patrouilles appelant les citoyens, via des microphones, au respect des mesures barrières contre le virus et à rester chez eux. Des campagnes de sensibilisation tous azimuts sur l'importance du respect des mesures de prévention contre la Covid-19, et les sanctions encourues par les contrevenants, sont, également, menées par différents services sécuritaires (sûreté de wilaya, protection civile) et associations actives de la wilaya.

A noter que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'aménagement du territoire a annoncé, samedi, dans un communiqué le réaménagement des horaires du confinement partiel à do-

micile dans huit (8) communes de Djelfa, de 17h00 au lendemain 05h00, à partir de dimanche, et ce pour une période de 10 jours. Cette mesure, décidée conséquemment à l'évolution de la situation épidémiologique au niveau de cette wilaya, concerne les communes de Djelfa, Ain Oussara, Hassi Bahbah, Messaâd, Had-Sahary, Charef, El Idrissia et Dar Chioukh, a précisé la même source. Pour nombre de citoyens approchés par l'APS, cette décision «aurait dû être suivie», ont-ils dit, par d'autres mesures concernant notamment «l'organisation des files devant les bureaux postaux, et la recette principale notamment», ont-ils estimé. «La situation est devenue intolérable» a indiqué, à ce propos, Abdelaziz, un employé venu retirer sa paye à la poste du chef lieu de wilaya, ou la file d'attente l'en a dissuadé.

De nombreux citoyens ont, pour leur part, loué cette décision de réaménagement des horaires du confinement partiel à domicile, tout en appelant à davantage de mesures répressives à l'encontre des contrevenants, qui exposent la santé publique au danger.

ORAN

Plus de 3 milliards DA pour achever les travaux des réseaux divers dans la nouvelle ville "Ahmed Zabana"

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri a annoncé, dimanche à Oran, le déblocage de 3,1 milliards DA pour achever l'opération d'aménagement de divers réseaux au niveau du projet de réalisation de la nouvelle ville "Ahmed zabana" à Misserghine, sise à l'ouest d'Oran. Le ministre a déclaré, à la presse en marge de sa visite au niveau de ce nouveau pôle urbain comprenant un programme de différents types d'habitat, "nous avons pris des décisions pour la remise à niveau de l'opération financière pour ce grand projet urbain, en allouant une enveloppe financière supplémentaire de l'ordre de 3,1 milliards DA pour pouvoir achever le reste des travaux de raccordement des sites aux différents réseaux, à l'instar de ceux liés à la distribution de l'eau potable, à l'énergie dans les meilleurs délais possibles". Ces



mesures permettront de réceptionner plus de 15.000 logements de type location-vente (AADL) avant la fin de l'année en cours. Elles permettront également, à la lumière du lancement, la semaine prochaine, des travaux d'aménagement de la partie restante (plus de 4.200 logements), la réception définitive du programme

d'habitat dans les meilleures conditions, a-t-il souligné. La nouvelle ville "Ahmed Zabana" sera dotée, pour la prochaine rentrée scolaire, de plusieurs structures publiques en lien avec les services de police, de la commune, en attendant l'installation d'équipements publics qui leur sont destinés, a-t-il ajouté. Le

ministre a aussi affirmé que son secteur a consacré 8.000 locaux commerciaux relevant de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et de l'AADL au profit des jeunes, faisant savoir, d'autre part, que son département ministériel a investi beaucoup d'efforts dans le domaine de la rénovation du vieux bâti. Auparavant, Kamel Nasri a procédé à l'inauguration de 2.000 logements au niveau du pôle urbain sus-indiqué et suivi sur place un exposé sur l'état d'avancement du programme de logements dont a bénéficié la wilaya d'Oran. Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, qui était en compagnie du ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi et de la secrétaire d'Etat, chargée du sport d'élite, Salima Souakri, a présidé une cérémonie de distribution de 2.679 logements de différentes formules.

TÉBESSA

Réhabilitation des établissements scolaires des cycles moyen et secondaire

Une vaste opération de réhabilitation des anciens établissements scolaires des cycles moyen et secondaire a été lancée dans la wilaya de Tébessa, dans le but d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a indiqué dimanche, le directeur local des équipements publics, Badreddine Khairi.

Le même responsable a précisé à l'APS, que 8 opérations ont été inscrites dans une première phase pour restaurer cinq (5) lycées et trois (3) collèges d'enseignement moyen (CEM), réparties à travers plusieurs communes dont Tébessa, Morsot et Ouanza, ajoutant qu'une enveloppe financière de l'ordre de 350 millions DA a été mobilisée pour la réalisation de cette opération.

Les travaux de restauration concernent principalement la reprise de l'étanchéité, des salles de classe, la réfection des salles de sport ainsi que l'aménagement des nouvelles classes et laboratoires.

En outre, un investissement de 36 millions DA a été alloué pour doter 15 écoles primaires dans les communes de Chéréa, Ouanza, Ain Zarga, Ma Labiod et Tébessa de chauffage central, a révélé le même responsable.

Il a également fait savoir que "l'ancien système de chauffage au mazout a été complètement éradiqué à travers les établissements scolaires de cette wilaya frontalière pour les risques qu'il représente sur la santé et la sécurité des élèves" relevant qu'un système de chauffage central fonctionnant au gaz naturel a été installé dans plusieurs écoles pour assurer les meilleures conditions de scolarisation".

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS À TEBESSA

Mobilisation de 60 éléments de la protection civile

Au total, 60 éléments de divers grades de la protection civile de la wilaya de Tébessa sont mobilisés dans le cadre de la colonne mobile, installée au début du mois en cours pour lutter contre les incendies de forêt et les cultures agricoles, a indiqué dimanche, le directeur de ce corps constitué, Sadek Draouet. "La colonne mobile dont la mission devra se poursuivre jusqu'au 31 octobre prochain, a été dotée avec ce nombre important d'éléments de la protection civile de différents grades pour assurer une intervention rapide et efficace en cas d'incendies de forêt, de champs agricoles à travers tous la wilaya de Tébessa et les wilayas limitrophes", a précisé le même responsable à l'APS. Un matériel important a été mobilisé également pour cette colonne mobile dont 7 camions légers pour assurer une intervention rapide en cas d'incendies pour appuyer les unités secondaires de la protection civile et la conservation des forêts, ainsi que 3 camions anti-incendie et 2 autres engins pour l'approvisionnement en eau, une ambulance, un véhicule de transmission et deux bus pour le transport des équipes d'intervention, a ajouté la même source. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre des mesures prises par la direction générale de la protection civile (DGPC) pour une meilleure protection du couvert végétal, a-t-on noté relevant que depuis son installation, la colonne mobile est intervenue une fois pour circonscrire les flammes déclenchées à Djabel Anwel dont plus de 10 hectares de couvert végétal ont été détruits. En outre, la colonne mobile de Tébessa participe en coordination avec tous les secteurs dans les opérations de sensibilisation et désinfection organisées régulièrement à travers toutes les communes pour limiter la propagation du nouveau Coronavirus, a fait savoir la même source. De son côté, le médecin chef de l'unité principale de la protection civile de Tébessa, Salem Yazid, a affirmé que "depuis l'apparition du premier cas confirmé du Covid-19 à Tébessa, les éléments de ce corps constitué subissent des examens médicaux "réguliers" notamment ceux qui assurent le transport des patients et cas suspects atteints du Covid-19 vers les hôpitaux. Le couvert végétal de la wilaya de Tébessa est estimé à plus de 211.000 hectares de forêt et 38.000 ha de alfa, a-t-on conclu.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES Le FCE se félicite



Le Forum des chefs d'entreprise (FCE) s'est félicité de la réunion du Gouvernement avec les partenaires sociaux et les opérateurs économiques tenue samedi, estimant qu'elle traduisait la volonté des pouvoirs publics de préserver les capacités de production et les postes d'emploi.

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le FCE s'est félicité de la réunion du Gouvernement avec les partenaires sociaux et les opérateurs économiques en vue d'évaluer les incidences socio-économiques causées par la pandémie de la Covid-19, qualifiant cette rencontre de "signe fort qui traduit la volonté des pouvoirs publics à préserver la force de production nationale et les postes d'emploi".

Le FCE a réitéré, à cette occasion, son "plein engagement" à œuvrer aux côtés des pouvoirs publics et des partenaires sociaux à trouver des solutions et des mécanismes pour accompagner les entreprises économiques nationales mais également à contribuer avec des propositions tangibles et réalistes pour l'après Covid-19.

Dans le même cadre, l'organisation patronale a affirmé son soutien à ux efforts du Gouvernement en tant que partenaire et "force de proposition économique" pour mener à bien l'opération d'évaluation et la réforme en cours afin de relancer l'économie nationale.

Le FCE a réitéré sa ferme et sincère volonté de soutenir toute action visant à développer et promouvoir l'entreprise économique nationale et de bâtir une économie nationale forte et durable à même d'assurer la sécurité alimentaire et l'autosuffisance, de consolider la souveraineté nationale et de réaliser le bien-être aux citoyens.

Pour rappel, il a été procédé samedi lors de la réunion du Gouvernement avec les partenaires sociaux et les opérateurs économiques à l'installation de la Commission de sauvegarde, présidée par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad et chargée d'évaluer les incidences causées par la pandémie du nouveau Coronavirus (COVID-19) sur l'économie nationale et de proposer les solutions idoines pour y faire face.

Composée de représentants des partenaires sociaux et des opérateurs économique et d'autres organismes, cette Commission aura également pour mission l'élaboration d'un rapport détaillé et exhaustif sur les répercussions de la pandémie de Covid-19 sur l'économie nationale qui sera présenté d'abord au Conseil du Gouvernement le 22 juillet et ensuite à la prochaine réunion du conseil des ministres prévue le 26 juillet en cours.

Selon le rapport élaboré par une commission interministérielle présidée par le ministre des Finances, les représentants des opérateurs économiques ont formulé lors des séances de travail tenues avec la commission une série de propositions englobant des mesures fiscales et parafiscales, dont la suspension des charges au profit des entrepreneurs durant la période impactée, des facilitations bancaires en faveur des entreprises, dont l'octroi de crédits avec des taux soutenus, l'exonération d'intérêts pendant 6 mois et la facilitation d'obtenir des crédits d'exploitation au profit des entreprises, au cas par cas, avec intérêt et la création du Fonds d'aide aux petites et moyennes entreprises (PME) en difficulté.

PRÉSIDENT TEBBOUNE : "Changements radicaux dans l'économie nationale pour encourager la compétitive et l'innovation"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a annoncé, dimanche, qu'il procédera, prochainement, à des changements radicaux dans l'économie nationale, en vue de la libérer de "la mentalité rentière" et aller vers la création de la richesse et l'encouragement de la compétitive et de l'innovation, une économie où la ressource humaine sera la base du développement.

Les efforts de l'Etat seront principalement focalisés sur la création d'un tissu fort de petites et moyennes entreprises (PME) sous-tendu par un tissu de startups innovantes et de micro-entreprises, a indiqué le Président Tebboune lors d'une entrevue accordée à des responsables de médias nationaux, soulignant que ce tissu sera la locomotive de l'économie nationale à l'avenir.

"L'économie ne peut demeurer dépendante des hydrocarbures (...).

Il est impératif de la libérer, de rechercher et d'explorer des ressources alternatives où la ressource humaine sera la base du véritable décollage de l'économie nationale", a-t-il soutenu. "L'Etat est déterminé à réduire l'incidence des hydrocarbures sur l'économie nationale à 20 % d'ici fin 2021.

Cette démarche ne saurait se concrétiser sans la conjugaison des efforts de



l'ensemble des acteurs de l'économie nationale", a-t-il dit. Et d'ajouter "l'économie de la connaissance et de l'intelligence est la base, d'autant que l'Algérie est, jusqu'à présent, vierge et recèle de grandes richesses non encore exploitées.

Malheureusement, la mentalité rentière a gangrené l'économie nationale de longues décennies durant, à un point où nous sommes arrivés à importer

des vis, ce qui est inacceptable".

"La richesse des hydrocarbures est une bénédiction mais l'absence de justice et la persistance de l'esprit de dépendance ont transformé cette bénédiction en malédiction (...).

Il est temps de convertir cette richesse en outil de développement", a estimé le Président Tebboune.

"L'appui de secteurs tels que l'agriculture et les star-

tups, parallèlement à la limitation de l'importation anarchique contribuent à la réalisation de la diversification économique escomptée", a soutenu le Président de la République.

Le succès de cette démarche dépend de l'existence d'une "réelle volonté et d'une bonne foi pour opérer le changement du modèle économique", a expliqué le Président Tebboune, plaidant, en outre, pour la moralisation de la vie économique.

La pandémie que traverse l'Algérie à l'instar des autres pays du monde est une véritable épreuve et une opportunité en vue de modifier le mode d'action pour la période post Covid-19, a-t-il affirmé, soulignant que la rencontre prévue les 16 et 17 août prochain consacrée au plan de relance socioéconomique constituera la plateforme de base pour aller vers une économie axée sur l'innovation et la diversification".

ECONOMIE PARALLÈLE Djerad : "un préjudice pour la conformité fiscale qui hypothèque les efforts de relance de l'investissement"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a indiqué lundi à Alger que l'économie parallèle constituait un préjudice pour la conformité fiscale qui hypothèque les efforts de l'Etat visant à relancer et à promouvoir l'investissement en ce qu'elle bafoue les règles de la concurrence loyale et prive l'Etat des ressources financières escomptées. Dans son allocution à l'ouverture des travaux des Assises nationales sur la réforme fiscale, le Premier ministre a précisé que "l'économie parallèle, malgré tous les efforts déployés par les pouvoirs publics pour faciliter son intégration, continue de bafouer les règles légales, ce qui constitue un préjudice pour la confor-

mité fiscale". En effet, a-t-il dit, "l'absence de contribution aux recettes fiscales des opérateurs activant dans le circuit parallèle oblige les opérateurs activant dans la légalité et honorant leurs obligations fiscales à supporter l'ensemble de la charge fiscale".

Selon le Premier ministre, le phénomène de l'économie parallèle "contribue également à réduire l'efficacité des politiques publiques de relance et de promotion de l'investissement car, a-t-il souligné, elle constitue un obstacle à la bonne marche de l'économie nationale, qui bafoue les règles de la concurrence loyale et prive l'Etat des ressources financières escomptées". Dans ce cadre, le Premier

ministre a invité les participants à ces assises à formuler des propositions et des exposés à même d'assurer la conformité fiscale des contribuables en garantissant un équilibre entre les capacités des opérateurs économiques et les besoins de financement de l'Etat, tout en veillant à assurer une répartition équilibrée de la charge fiscale.

Cette réforme fiscale doit être accompagnée d'une réhabilitation du service public à travers la prise en considération des préoccupations des citoyens. L'éradication de la bureaucratie et la lutte contre toute forme de pratique pouvant négativement impacter l'économie nationale et entraver le processus de sa reconstruction.

RÉFORME FISCALE Djerad : "nécessité d'équité, et d'efficacité pour répondre aux défis de la nouvelle vision économique"

La réforme fiscale nationale doit intégrer le principe d'équité mais aussi la numérisation et l'efficacité de l'administration concernée afin que l'impôt puisse être en adéquation avec les défis de la nouvelle vision économique du pays, a indiqué lundi à Alger le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

Intervenant à l'occasion des Assises nationales sur la réforme fiscale, le Premier ministre a estimé nécessaire pour l'administration fiscale de prendre en considération le principe d'équité en fai-

sant en sorte que la charge fiscale soit également répartie sur les contribuables comme c'est le cas notamment au niveau de l'impôt sur le revenu.

Ceci, a insisté M. Djerad, doit passer par la lutte contre l'économie parallèle qui constitue "un préjudice pour la conformité fiscale".

Il a noté l'absence de contribution aux recettes fiscales des opérateurs activant dans le circuit parallèle ce qui oblige les opérateurs activant dans la légalité à supporter l'ensemble de la

charge fiscale, a fait observer M. Djerad. Selon le Premier ministre, "Ceci contribue également à réduire l'efficacité des politiques publiques dans le cadre du soutien de l'investissement car cela constitue un obstacle à la bonne marche de l'économie nationale", a-t-il souligné. De plus, le Premier ministre a relevé l'intérêt pour l'administration fiscale de s'appuyer sur une vision basée sur la numérisation des opérations fiscales.

Par ailleurs, M. Djerad a estimé que les défis écono-

miques futurs devant être relevés dans le cadre du nouveau programme économique, "nécessitent d'intégrer dans cette réforme, un système fiscal en accord avec la nouvelle vision économique du pays".

Celle-ci, a-t-il expliqué, est basée sur "la promotion des start-ups, de la numérisation et pouvant permettre à notre pays de sortir de sa dépendance aux produits d'extractions et l'intégrer dans la chaîne de valeurs internationales".

PÉTROLE

Le Brent à 42,87 dollars à Londres

Les prix du pétrole commencent la semaine en légère baisse lundi, les investisseurs restant attentifs à la progression de la pandémie de Covid-19, une boussole pour anticiper l'évolution de la demande en or noir.

Lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 42,87 dollars à Londres, en baisse de 0,63% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois d'août abandonnait 0,74%, à 40,29 dollars.

La semaine passée a vu les cours de référence rester quasiment inchangés, le Brent ayant cédé 0,2% et le WTI grappillé 0,1%.

Le marché du pétrole est comme "paralysé", estime Tamas Varga, analyste, évoquant la fourchette restreinte dans laquelle évoluent les cours de référence depuis plusieurs séances, comme "si les investisseurs financiers étaient partis en vacances".

Après la décision de l'Opep+ la semaine passée,



les acteurs de marchés "ne disposent plus que de deux types d'information", a résumé Bjornar Tonhaugen, analyste. Il s'agit "du niveau hebdomadaire des stocks de pétrole (brut aux Etats-Unis, publiés chaque mercredi, ndr) et de l'évolution de la pandémie de Covid-19, cette

dernière étant en corrélation directe avec la demande à venir en pétrole", a-t-il ajouté. La pandémie continue de s'étendre et a fait plus de 600.000 morts depuis fin décembre.

Les Etats-Unis sont le pays le plus lourdement touché et ont enregistré plus de

60.000 cas de Covid-19 quotidiens au cours des six derniers jours, selon l'université américaine Johns Hopkins.

Côté offre, une partie des incertitudes qui planaient en début de semaine dernière a été levée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés, qui ont décidé mercredi de maintenir la marche de l'allègement de leurs coupes volontaires de production de brut. Elles passeront de 9,6 millions de barils par jour (mbj) actuellement "à un total de 8,1 à 8,2 mbj en août" selon les calculs du ministre saoudien de l'Energie, le prince Abdelaziz ben Salmane, qui correspondent aux 7,7 mbj inscrits dans le calendrier initial plus les compensations espérées des pays n'ayant pas respecté leurs quotas.

ETATS-UNIS - ÉNERGIE

Chevron rachète Noble Energy pour 5 milliards de dollars

La major américaine Chevron a annoncé lundi avoir racheté pour 5 milliards de dollars le producteur de pétrole et de gaz naturel Noble, dans un secteur fortement secoué par la chute des cours de pétrole généré par la pandémie (Covid-19).

En prenant le contrôle de son plus petit concurrent basé à Houston, au Texas (Etats-Unis), Chevron accroît ses réserves prouvées de pétrole et de gaz naturel d'environ 18%.

La transaction lui permet notamment d'augmenter sa présence aux Etats-Unis

dans le bassin de Denver, dans le Colorado, ainsi que dans le bassin permien, à cheval entre le Texas et le Nouveau-Mexique.

Elle lui donne aussi accès à de nouvelles opérations dans d'autres pays en Moyen-orient et en Afrique.

En fusionnant les deux entreprises, Chevron s'attend par ailleurs à économiser 300 millions de dollars en coûts opérationnels.

Cette opération intervient à un moment compliqué pour l'industrie de l'énergie, touché de plein fouet par l'ef-

fondrement des cours du pétrole en mars et en avril, quand la pandémie de Covid-19 a drastiquement freiné les trajets en voiture et en avion et ain si fait chuté la demande en brut.

Le cours du WTI, le baril de référence à New York, s'est depuis un peu repris et évolue actuellement autour des 40 dollars le baril.

Mais plusieurs entreprises du secteur n'ont pas tenu le choc et ont déposé le bilan, comme Whiting Petroleum en mars ou plus récemment Chesapeake Energy.

AFRIQUE - TRANSPORT AÉRIEN

Les pertes des compagnies aériennes africaines revues à la hausse (AFRAA)

L'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA) a revu à la hausse ses prévisions de pertes en revenus pour les transporteurs du continent, en raison de la pandémie du Covid-19.

"Les compagnies africaines devraient enregistrer une perte en revenus de 8,56 milliards dollars en 2020, selon une récente étude d'analyse de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'industrie du transport aérien, publié ce mois de juillet par l'AFRAA.

C'est un peu plus que les 8,103 milliards de dollars prévus dans la première étude publiée en juin dernier, dans

laquelle elle soulignait déjà les risques de faillites encourus par certaines compagnies.

Il ressort de l'étude que les revenus passagers des transporteurs africains ont baissé de 506 millions au 1er trimestre 2020, soit 17,3% de moins en glissement annuel. Le manque à gagner a été plus important au 2e trimestre avec 2,740 milliards de pertes, soit 90,2% de moins par rapport à 2019.

Pour le seul mois de juin, la capacité offerte par les compagnies africaines, exprimée en sièges-kilomètres disponibles (ASK), a drastiquement diminué de

76,24% en glissement annuel. "La reprise devrait commencer à partir du milieu du troisième trimestre", estime l'AFRAA. L'organisation planche sur une récupération de 30% du trafic aérien à l'issue de cette période, et 65% à l'issue des trois derniers mois de l'année.

Pour une relance optimale, l'AFRAA qui regroupe 45 compagnies aériennes, appelle au soutien financier massif des Etats et à l'application des directives émises par l'Organisation de l'aviation civile internationale OACI.

Celles-ci comprennent entre autres le port du masque, la distanciation

sociale, la désinfection routinière, les tests de dépistage, la sensibilisation ainsi que le suivi des contacts pour isoler efficacement tout voyageur planche qui pourrait devenir symptomatique et infectieux après son arrivée.

L'organisation exhorte, par ailleurs, les gouvernements africains à envisager des plans de sauvetage qui compensent les pertes importantes, réduisent le fardeau des coûts d'exploitation courants et subventionnent la survie et la reprise de cette industrie, qui soutient 6,2 millions d'emplois et contribue à hauteur de 2,6% au PIB du continent.

CHINE

L'industrie alimentaire reste stable entre janvier et mai

L'industrie alimentaire chinoise est restée globalement stable au cours des cinq premiers mois de l'année, résistant aux effets de la pandémie du coronavirus, selon les données publiées dimanche par le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information. Les ventes au détail de céréales, de pétrole et d'aliments ont atteint 620,59 milliards de yuans (88,66

milliards de dollars) entre janvier et mai, en hausse de 13,4% par rapport à l'année précédente.

Les ventes de boissons se sont établies à 81,93 milliards de yuans au cours de la période, soit une croissance de 8,5% sur un an.

Sur le seul mois de mai, la production à valeur ajoutée des fabricants alimentaires a connu une hausse de 6,3%

en base annuelle, tandis que les producteurs de boissons et de thé raffiné ont enregistré une croissance de 0,6%.

De janvier à mai, les bénéfices des entreprises alimentaires dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 20 millions de yuans sont restés stables par rapport à la même période l'an dernier, atteignant un total de 210,27 milliards de yuans.

CAMEROUN

Un plan de relance pour la filière tomate, lourdement impactée par le Covid-19

Le gouvernement camerounais prévoit le lancement prochain d'un plan de relance de la filière tomate, impactée par la fermeture des frontières en raison de la pandémie du Coronavirus, ont rapporté dimanche des médias locaux.

Au cours d'une réunion interministérielle tenue par visioconférence, le Premier ministre Joseph Dion Ngute a indiqué que ce plan de relance de la filière tomate devra être lancé dans les "prochaines semaines", ont ajouté les mêmes sources.

La fermeture des frontières dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 au Cameroun a entraîné une baisse de ses exportations de tomate vers les pays voisins notamment la Guinée Equatoriale, le Gabon et le Congo, en plus d'une réduction drastique des marges de rentabilité des opérateurs de cette filière. Le plan de relance de la production locale de tomate en cours d'élaboration prévoit une série de mesures d'accompagnement dont l'identification des coopératives les plus impactées par le Covid-19, le renforcement des capacités techniques de production et de transformation des tomates et l'appui des agriculteurs en intrants agricoles. Depuis la fermeture des frontières du Cameroun en mars dernier, les producteurs locaux se voient obligés de vendre leur production dans certaines villes du pays, la tomate à 2?000 voire 1500 FCFA le cagot alors qu'en temps ordinaire il faut déboursier jusqu'à 7?000 FCFA, soit un gap de près 5000 FCFA.

Les restrictions de déplacement imposées par la pandémie de coronavirus ont eu un impact direct sur le "prix" de référence" de ce produit agricole dans les pays.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

France: la pandémie fait chuter les ventes de Renault de 35% au 1er semestre

Le constructeur automobile français Renault a vu ses ventes mondiales chuter de 34,9% au premier semestre, à 1,257 million de véhicules, sous l'effet de la pandémie, a-t-il annoncé lundi, tout en constatant "une reprise commerciale en juin".

Sur les six premiers mois de l'année, le groupe (qui inclut aussi les marques Dacia, Lada, Alpine, Samsung Motors) fait moins bien que le marché mondial -en baisse de 28,3%- , une situation que le constructeur explique, dans un communiqué, par "sa forte exposition aux pays ayant subi un strict confinement".

Comme tous ses concurrents, Renault avait été contraint de suspendre ses activités commerciales et industrielles dans la plupart des pays du monde à partir de mi-mars avant une reprise progressive à partir de mai. Il a toutefois mieux résisté que son compatriote et rival PSA (Peugeot, Citroën), dont les ventes ont presque été divisées par deux au premier semestre (-45,7%, à 1,033 million de véhicules). Le groupe au losange bénéficie cependant de la forte internationalisation de ses ventes. Plus d'un véhicule sur deux (50,4%) a été vendu hors d'Europe de janvier à juin, contre 44,5% sur le premier semestre de l'an dernier. Dans un marché européen en baisse de 38,9%, Renault voit ses ventes chuter de 41,8%. Cette contreperformance s'explique avant tout par celle de la filiale roumaine à bas coûts Dacia (-48,1%), particulièrement touchée "par son exposition au marché des clients particuliers", beaucoup plus affecté par la crise que celui des entreprises.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Tizi-Ouzou : des solutions à court, moyen et long terme

Des solutions à court, moyen et long terme, susceptibles d'améliorer l'alimentation en eau potable à Tizi-Ouzou, seront engagées prochainement, a-t-on indiqué dimanche lors d'une séance de travail organisée au siège de la wilaya en présence du Secrétaire général du ministère des Ressources en eau, Kamel Eddine Mihoubi.

M. Mihoubi qui était accompagné des directeurs généraux de l'Office national d'assainissement (ONA), de l'Algérienne des Eaux (ADE) et de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT), et de directeurs centraux, a indiqué qu'il a été chargé par le ministre des Ressources en eau, Arezki Beraki, d'étudier avec les services de la wilaya de Tizi-Ouzou toutes les préoccupations concernant l'alimentation en eau potable, en vue de leur prise en charge.

"Des engagements ont été pris et des actions, dont la réalisation de forages et la réhabilitation du réseau, seront lancées dans les prochains jours pour assurer l'alimentation des populations en eau potable, notamment en cette période de pandémie", a-t-il rassuré, ajoutant que les projets structurants, à moyen et long termes, feront l'objet d'un suivi et un accompagnement rigoureux sera assuré pour leur livraison dans les délais afin de sécuriser la région en matière de ressources en eau.

Il a annoncé à la fin de cette séance de travail que toutes les contraintes abordées seront prises en charge par ordre de priorité.

"Cette réunion sera suivie par des actions éminentes et concrètes.

Nous allons essayer de régler dans les prochains jours les opérations urgentes et dont la liste sera communiquée par la direction de wilaya des ressources en eau", a-t-il dit.

Ainsi au titre des solutions apportées, il a été décidé le lancement dans les meilleurs délais des travaux de réhabilitation des réseaux d'adduction pour récupérer le volume d'eau perdue par les fuites enregistrées sur les parties vétustes du réseau, et l'élimination des piquages illicites et lutter contre l'irrigation à partir d'eau potable.

A cela s'ajoute la mise en place d'un plan de quotas de distribution d'eau pour les localités alimentées par le couloir Taksebt/Fréha/Azazga, en attendant la réalisation d'un forage en vue d'augmenter le volume d'eau destinée à cette région et à moyen terme le dédoublement de ce même transfert (Taksebt/Fréha/Azazga).

Il a été aussi convenu de renforcer l'unité de Tizi-Ouzou de l'ADE avec des camions-citernes supplémentaires pour la mise en place d'un plan de citernage au profit de la localité de Bouzguène, en attendant l'achèvement du transfert d'eau à partir du barrage de Tichy-Haff (Bejaia) qui bute sur des problèmes d'oppositions notamment et d'accélérer l'opération de transfert de la gestion de la distribution d'eau des communes vers l'ADE.

Concernant les projets en cours de réalisation et ceux connaissant des contraintes, à l'instar des barrages de Souk Tlata, de Zaouia, de Sidi Khelifa et la station de dessalement d'eau de mer de Tizirt, des démarches seront engagées pour leur accélération et la levée de contraintes qui retardent leur concrétisation.

A ce titre, des instructions ont été données séance tenante, pour l'achèvement, dans les meilleurs délais, des travaux de raccordement aux réseaux divers des 118 logements destinés à reloger les familles se trouvant sur le site du barrage de Souk Tlata et aussi la réalisation de la déviation définitive de la RN 25 et du chemin de wilaya 128.

De son côté le wali, Mahmoud Djamaa a donné des instructions pour un suivi régulier (tous les 15 jours) de la mise en application des décisions prises lors de cette réunion.

D'ailleurs, une séance de travail est programmée pour la semaine prochaine.

DENRÉES ALIMENTAIRES

Les acteurs économiques appelés au respect des règles d'hygiène

Le ministère du Commerce a appelé dimanche dans un communiqué l'ensemble des acteurs économiques à l'obligation de respecter les règles d'hygiène et de salubrité des denrées alimentaires destinées à la consommation, particulièrement celles qui sont rapidement altérables.

Le ministère du Commerce a rappelé aux acteurs économiques intervenant dans l'activité de production, d'importation, de stockage, de transport, de distribution (gros et détail) des denrées alimentaires notamment celles qui sont rapidement altérables, sont tenus de respecter les mesures d'hygiène et d'innocuité tout au long des étapes de mise à la consommation, a précisé la même source. "Les denrées alimentaires périssables, notamment, le lait et dérivés, les viandes rouges et blanches et leurs dérivés, les produits de la pêche, les œufs et ovoproduits, doivent être obligatoirement transportés, sous froid, dans des véhicules aménagés à cet effet", a ajouté le communiqué. A ce titre, le



ministère a invité les acteurs économiques au respect des conditions d'hygiène et de salubrité et des températures de conservation requises, des denrées qui doivent être

"stockées, entreposées ou exposées en vue de la vente dans des enceintes frigorifiques". Soulignant que ces mesures concernent également les boissons de toute

nature (boissons gazeuses, jus, eaux embouteillées) qui ne doivent nullement être exposées au soleil lors du stockage, du transport ou de la mise en vente, le ministère du Commerce a exigé que les véhicules affectés pour leur transport doivent obligatoirement être dotés d'aménagements ou de matériel adéquat (bâche de protection) nécessaires pour éviter tout risque d'altération.

Le ministère du Commerce a fait savoir, en outre, que le non respect de ces mesures entraîne des sanctions pénales conformément aux dispositions de la loi n 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et de la répression des fraudes, modifiée et complétée.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

9 morts et 179 blessés en 24 heures

Neuf (09) personnes ont trouvé la mort et 179 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan établi lundi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de M'Sila avec quatre personnes décédées de la même famille et trois autres blessées, suite à une collision entre deux véhicules légers, survenue sur le chemin de wilaya 60, dans la commune d'Ounougha, daïra de Hammam Dhalaa, a précisé la même source.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la protection civile ont effectué, durant les dernières 24 heures, 142 opérations de sensibilisa-

tion à travers tout le territoire national les appelant citoyens à la nécessité du respect de confinement, ainsi que les règles de la distanciation physique.

Les unités de la Protection civile ont également effectué 193 opérations de désinfection générale, a relevé la même source, précisant que ces opérations ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, où 715 agents, 99 ambulances, 86 engins ont été mobilisés, ainsi que la mise en place de dispositifs de surveillance dans deux sites d'hébergement, destinés au confinement des citoyens rapatriés à travers les wilayas d'Alger et Illizi. En outre, des plongeurs de la Protection civile de la wilaya d'Oran sont intervenus pour l'évacuation d'une personne de sexe masculin, âgée de 19 ans, décédée noyée en mer au lieu dit la

Madragh, zone rocheuse, dans la commune et daïra d'Ain Turk, a indiqué la même source, ajoutant que la victime a été évacuée vers l'hôpital local.

S'agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêt, maquis, récoltes et broussailles, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 18 incendies de différents espèces végétales, dont 7 incendies de forêt, 4 incendies de maquis, 6 incendies de broussailles et un incendie de récolte ayant causé des pertes estimées à 10,5 ha de forêts, 10 ha de maquis, 35,5 ha de broussailles, 50 bottes de foin, 745 arbres fruitiers et 80 palmerais. L'intervention rapide des secours de la Protection civile a permis, cependant, de circonscrire ces incendies et d'éviter leur propagation vers d'autres espèces végétales.

VILLES - EMBELLISSEMENT

Sétif : initiatives multiples pour embellir les quartiers de la ville durant la pandémie de Covid-19

La ville de Sétif fait l'objet de nombreuses initiatives visant à embellir et nettoyer ses quartiers, à la faveur d'actions de volontariat regroupant des citoyens de différentes tranches d'âge afin de surmonter l'ennui occasionné par les mesures de confinement imposées par la pandémie de Covid-19. De nombreux habitants de la capitale des Hauts-Plateaux, subissant le "chômage" forcé infligé par la propagation du nouveau coronavirus, ont décidé de lancer des opérations de volontariat visant à embellir et améliorer leur cadre de vie, à travers cette initiative traduisant une belle démarche citoyenne.

Ainsi en vue de renforcer les efforts de l'Etat dans ce domaine et matérialiser le slogan "Sétif, une belle ville", arboré à l'entrée du chef-lieu et sur les véhicules chargés de l'hygiène, les habitants de nombreux quartiers se mobilisent

depuis le début de la pandémie en organisant des opérations de nettoyage, de désinfection, d'aménagement des trottoirs, de plantation d'arbres, de désherbage, de ravalement des façades, d'entretien des parties communes, de clôture de s espaces verts et autres travaux, conférant à la ville élégance et beauté.

L'initiative des résidents du quartier 140 logements Hachmi Mohamed (datant de 1975), connu sous le nom de quartier El Maâbouda, arrive en pole position de ces actions de volontariat, à travers l'engagement de ses locataires, jeunes et vieux, qui se sont retrouvés les manches et transformés avec détermination l'un des plus anciens quartiers de la ville, construit après l'indépendance, en un immense chantier, afin de le réhabiliter en dépit du manque de moyens. L'esprit pionnier des habitants de ce même quartier a gagné depuis plu-

sieurs quartiers de la ville, à l'instar des cités des 1014 logements, les 500 logements, El Kasria, 20 août connu sous le nom des 1000 logements, les 950 logements à Chouf Lakdada et les 53 logements Laârarassa, le quartier Kaoua et autres cités où les actions d'embellissement ont été favorablement accueillies par les citoyens et les autorités locales. Afin d'encourager de telles initiatives, l'assemblée populaire communale (APC) de Sétif a institué, à l'occasion du 58^{ème} anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, le prix du meilleur quartier sous le slogan "Ensemble pour construire une nouvelle Algérie", remporté par les 5 meilleures cités dont les efforts consentis par les habitants, en y aménageant des aires de jeux, des bancs et des bennes pour les ordures ménagères, ont été récompensés. De leur côté, la plupart de représentants

de quartiers approchés par l'APS, dont Fatah Rachidi, président de l'association "El Maâbouda", ont demandé aux autorités locales d'accompagner ces initiatives de manière plus efficiente car, selon lui, la récompense pécuniaire attribuée aux cinq premiers quartiers vainqueurs du concours est "en deçà" des actions menées par les bénévoles.

Pour leur part, les citoyens requièrent le soutien des autorités compétentes pour l'entretien de l'étanchéité, le ravalement des façades et autres, et souhaitent que le volontarisme des habitants soit canalisé autrement, au regard des avantages et des aspects positifs que cela engendre, de même qu'ils espèrent également relancer le métier de gardien d'immeuble afin de contraindre les locataires à respecter la gestion des parties communes.

CHINE - INONDATIONS

Un barrage détruit pour freiner la montée des eaux

Les autorités ont détruit une partie d'un barrage dans l'est de la Chine où les eaux avaient atteint un niveau critique, au moment où le pays subit des pluies record, ont rapporté hier des médias.

Le centre et l'est de la Chine sont touchés depuis juin par des pluies torrentielles et des inondations, qui ont fait au moins 140 morts et disparus, selon le bilan officiel.

L'intensification des précipitations ces dernières semaines a provoqué une "brusque et inquiétante montée des eaux aux abords du Yangtsé", le plus long fleuve chinois, qui affecte quelque 24 millions de personnes, selon le ministère des Situations d'urgence.

Dans la province de



L'Anhui (est), un barrage sur la rivière Chu a été dynamité dimanche alors que le niveau de l'eau se rapprochait dangereusement d'un niveau histo-

rique. La mesure a été prise pour assurer la sécurité des riverains, ont indiqué les autorités locales citées par les médias.

La destruction partielle du barrage, situé à quelque 400 km au nord-ouest de Shanghai, devrait réduire le niveau de la rivière d'environ 70 centimètres, selon le quotidien Global Times.

Des photos publiées par des médias montraient d'immenses étendues submergées par des eaux boueuses, après la destruction d'un pan du barrage.

La rivière chinoise Huaihe confrontée à des risques croissants d'inondation

Le cours principal de la rivière Huaihe est confronté à des risques croissants d'inondation, alors que de fortes pluies sont prévues dans la région pour les trois prochains jours, averti dimanche le ministère de la Gestion des urgences.

De lundi à mercredi, de fortes pluies frapperont le bassin de drainage de la rivière Huaihe, augmentant les risques d'inondation pour le cours

principal ainsi que pour certaines rivières plus petites, a annoncé le ministère.

Les inondations représenteront une menace pour certaines parties des provinces du Shanxi, du Henan, du Shandong, de l'Anhui et du Jiangsu, tandis que des torrents de montagne frapperont probablement certaines parties des provinces du Sichuan et du Guizhou, ainsi que la municipalité de

Chongqing, a-t-il indiqué. La rivière Huaihe, d'une longueur de 1.000 km, est l'une des principales voies navigables de Chine, traversant l'est du pays, entre le fleuve Yangtsé et le fleuve Jaune.

Depuis juin, des averse continues ont frappé de grandes parties du sud de la Chine, et l'eau de nombreuses rivières dans les régions touchées a dépassé les niveaux d'alerte.

PAYS-BAS

Crash d'un hélicoptère de l'armée néerlandaise à Aruba, deux morts

Deux personnes ont été tuées dimanche dans le crash d'un hélicoptère de l'armée néerlandaise, peu après son décollage de l'île des Antilles néerlandaises Aruba, a déclaré lundi le ministère de la Défense. L'hélicoptère de type NH90 était en partance pour l'île voisine de Curaçao lorsqu'il s'est tombé en mer à 12 kilomètres des côtes d'Aruba vers 14h30 dimanche, heure locale, avec quatre personnes à son bord.

"Deux des quatre membres d'équipage ont été tués", a déclaré le commandant des forces armées néerlandaises, Rob Bauer, lors d'une confé-

rence de presse à La Haye tôt lundi matin. La cause de l'accident restait pour l'instant inconnue.

Un hélicoptère de sauvetage des garde-côtes et une équipe de plongée du ministère de la Défense se sont rendus sur place depuis Curaçao.

Ils tentent notamment de récupérer la boîte noire de l'appareil. L'opération est rendue difficile par des vents violents, des courants forts et d'importantes vagues, a souligné M. Bauer, ajoutant qu'une enquête allait être ouverte par l'Inspection de la sécurité de la Défense (IVM). Les victimes sont le lieutenant Christine Martens, 34 ans, et Erwin Warnies, 34 ans, coordinateur tactique. "Les deux autres membres de l'équipage ne sont pas



gravement blessés", a précisé M. Bauer. "C'est une terrible nouvelle", "un choc pour tous", a-t-il poursuivi.

BANGLADESH

Près de 200 morts dans les intempéries dues à la mousson

Près de 200 personnes ont péri dans les inondations et glissements de terrain provoqués par la mousson au Bangladesh, au Népal et en Inde, ont annoncé dimanche les autorités de ces pays d'Asie du Sud, mettant en garde contre la montée des eaux des fleuves dans les prochains jours.

Au Bangladesh, au moins 67 personnes ont péri et 2,6 millions ont été affectés au cours des deux dernières semaines par les inondations causées par les cours d'eau en crue, ont indiqué les autorités.

"Sur le total, 55 personnes sont mortes noyées et huit foudroyées" lors des intempéries, a déclaré la porte-parole du ministère de la Santé, Ayesha Akther. "La situation pour ce

qui concerne les inondations s'est améliorée au cours des derniers jours.

Mais le niveau des eaux des rivières augmente de nouveau dans le nord", averti le chef du Centre d'alerte et de prévision des inondations du Bangladesh Arifuzzaman Bhuiyan. Selon M. Bhuiyan, le niveau des eaux des fleuves dans le nord du pays monte à la suite de nouvelles pluies diluviennes.

Un tiers du territoire du Bangladesh est inondé et les autorités ont prévenu que 40 % de sa superficie pourrait l'être. Au Népal, 79 personnes sont mortes et 46 portées disparues dans des inondations et glissements de terrain, le gouvernement

mettant en garde en outre contre les crues pouvant aggraver la situation au cours des trois prochains jours. En Inde, les inondations ont fait 45 morts dans l'Etat d'Assam (nord-est) au cours des deux dernières semaines, selon les autorités.

Plus de 100 animaux du parc national de Kaziranga, classé au patrimoine mondial de l'Unesco et qui abrite les deux-tiers de la population mondiale de rhinocéros unicornes, ont péri dans les inondations.

Les pluies diluviennes au cours de la saison de la mousson entre juin et septembre provoquent chaque année dans cette région d'Asie des inondations, glissements de terrain et orages qui font des centaines de morts.

ALLEMAGNE

39 arrestations suite à une attaque de policiers à Francfort

Trente-neuf personnes ont été arrêtées pour avoir attaqué des policiers qui tentaient de contenir une rixe lors d'une fête en plein air, rassemblant des milliers de jeunes dans le centre de Francfort, a annoncé la police de la ville allemande dimanche.

Cinq policiers ont été blessés dans ces violences qui ont éclaté vers 03h00 (01h00 GMT). Une "pluie de bouteilles" s'est abattue sur les policiers qui tentaient d'intervenir dans une bagarre impliquant une trentaine de personnes rassemblées sur la place de l'Opéra.

Cette place est devenue un lieu de rassemblement populaire pour ce que les médias appellent des "fêtes corona", les bars et les discothèques étant toujours fermés pour contenir la propagation du coronavirus.

Quelque 3.000 personnes, principalement des jeunes, s'étaient rassemblés sur la place samedi soir, mais seuls 500 à 800 d'entre eux étaient toujours présents quand la rixe a éclaté, a précisé le chef de la police de Francfort Gerhard Bereswill lors d'une conférence de presse.

Un petit groupe de policiers s'est approché pour aider un homme qui saignait et calmer la bagarre, mais la foule s'en est prise aux forces de l'ordre.

Des renforts de police sont ensuite arrivés et ont dégagé la place, sous une "pluie de bouteilles" de la foule en colère, a-t-il dit. Au total, 38 hommes et une femme ont été arrêtés.

La plupart sont des hommes âgés de 17 à 21 ans, "pour la plupart issus de l'immigration", selon le chef de la police.

Huit personnes restaient en état d'arrestation dimanche et pourraient être accusées de trouble à l'ordre public.

Ces incidents rappellent ceux qui se sont produits à Stuttgart le mois dernier, où des violences nocturnes avaient éclaté à la suite d'un contrôle de police pour une affaire de stupéfiants, qui avait dégénéré.

Plusieurs véhicules de police et un arrêt de bus ont également été attaqués, pour un préjudice atteignant des milliers d'euros.

PAKISTAN

Polio: le Pakistan reprend sa campagne de vaccination

Le Pakistan a repris lundi sa campagne de vaccination contre la polio qui avait été interrompue pendant quatre mois à cause de l'épidémie de coronavirus, rapportent des médias locaux. Des équipes de vaccination escortées de policiers armés sont allées effectuer lundi du porte-à-porte dans la ville portuaire de Karachi (sud), administrant des gouttes de vaccin à des enfants sans les toucher, conformément aux nouvelles consignes de sécurité pour se protéger du coronavirus.

"Pour le moment, nous ne pouvons dire l'impact de cette suspension de quatre mois (de la campagne) sur le combat contre la polio, mais une chose est sûre, l'année actuelle sera pire que les précédentes au regard du nombre de cas", a indiqué Zulfikar Babakhel, un porte-parole de la campagne pakistanaise de vaccination. Outre les enfants qui n'ont pas été vaccinés dans ces opérations de porte-à-porte, 2,8 millions de nouveaux nés n'ont pas non plus reçu leurs doses pendant ces quatre mois, a-t-il dit. Le ministre pakistanais de la Santé, Zafar Mirza, a souligné que ce programme avait pu être relancé à la faveur de l'amélioration de la situation sur le front de la lutte contre le coronavirus.

À ce stade, 60 cas de polio ont été enregistrés depuis le début de l'année, mais de nombreux experts estiment qu'il faudra des mois pour prendre la mesure de l'impact de la suspension des campagnes de vaccination.

La campagne va initialement se concentrer sur 800.000 enfants de moins de cinq ans dans des quartiers où la polio continue de circuler, notamment à Quetta, Karachi et Lahore, avant de devenir une campagne nationale à la fin de l'année.

S A N T É - A L G É R I E

BLIDA - COVID-19 Des médecins du secteur public pour le renforcement des staffs soignants hospitaliers

Les staffs soignants des services hospitaliers, affectés à la prise en charge des malades atteints par la Covid-19 à Blida, ont été renforcés par des équipes médicales relevant de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et du secteur de l'Enseignement supérieur, a-t-on appris, dimanche, auprès du directeur de la santé de la wilaya, Mohamed Djemai. "Des médecins de la CNAS, de la direction des œuvres universitaires et du rectorat de l'université d'El Affroune (à l'ouest) et de Blida, ont rejoint, dernièrement, les différents services affectés à la prise en charge des malades atteints par la Covid-19, au niveau des hôpitaux de Boufarik (au nord), El Affroune (à l'ouest), Meftah (à l'est), et Ibrahim Tirichine (ex-Faubourg) du chef lieu de wilaya, outre le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Franz Fanon", a indiqué, à l'APS, M. Djemai.

Relevant, qu'en dépit du fait que les staffs médicaux de la wilaya, comptant près de 320 médecins (entre généralistes, spécialistes et résidents), "n'accusent pas de pression", il a été décidé "en application des instructions du Gouvernement, leur renforcement par des médecins des autres secteurs publics, aux fins d'assurer une prise en charge adéquate des malades atteints par ce virus contagieux, et faire face à toute urgence", a-t-il expliqué.

Selon M. Djemai, la wilaya de Blida, actuellement classée au zème rang national, après Alger, en terme de nombres de cas d'atteintes par le virus, a mobilisé quelque 1.281 employés du corps médical, dont 320 médecins spécialistes, généralistes, et résidents, 710 agents paramédicaux, et 251 agents de sécurité et d'hygiène, depuis la déclaration de cette pandémie, début mars dernier.

CHU BENBADIS DE CONSTANTINE Des médecins résidents réclament l'amélioration des conditions de travail

Des médecins résidents du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr Benbadis de Constantine ont réclamé dimanche, lors d'un rassemblement organisé dans l'enceinte du CHU, "l'amélioration des conditions dans lesquelles ils exercent". Près de 200 médecins résidents ont appelé, à cette occasion, à "l'amélioration des conditions de travail et à la concrétisation des décisions prises par les autorités locales quant au renforcement des capacités de prise en charge des cas de contamination à la Covid-19". "Nous demandons la sécurité du personnel médical, ainsi que la concrétisation des décisions prises par les autorités locales s'agissant de l'ouverture d'autres structures de référence pour la prise en charge des patients atteints de la Covid-19 pour alléger la pression enregistrée sur le CHU", a fait savoir Dr. Mohamed-Tahar Dridi, chargé de communication du Comité des résidents de Constantine. Les médecins résidents ont également réclamé "la fourniture, en quantité suffisante, des kits de dépistage et la réfection de la structure de l'alimentation en oxygène", a-t-il précisé. De son côté, le responsable de l'information du CHU-Dr Benbadis, Aziz Kaabouche, a indiqué que la Direction du CHU s'emploie "pour assurer les meilleures conditions de travail aux personnels de la santé, en attendant la mise en exploitation d'autres services de référence pour la prise en charge des malades atteints de coronavirus."

AGRESSIONS CONTRE LES PERSONNELS DE SANTÉ Pénalisation des agressions sur le personnel de la santé : une décision "attendue depuis longtemps"

La pénalisation des agressions à l'encontre du personnel dans les structures de santé est une décision "attendue depuis longtemps", a indiqué lundi à Alger le Pr Djamel Eddine Nibouche, qui a insisté sur la "réorganisation" des soins dans les hôpitaux pour une meilleure prise en charge du malade. "Je me réjouis de la décision du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de s'intéresser au problème crucial de la sécurité du personnel de la santé. Cette décision était attendue depuis longtemps", a déclaré le Pr Nibouche, chef de service Cardiologie à l'hôpital Nafissa Hamoud (ex-Parnet) à Alger, sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio algérienne. "Nous comprenons le désarroi des proches des malades, mais pas leur agressivité à l'égard des médecins. Il est temps de mettre fin à ce dérapage",

s'est-il indigné, plaidant pour l'importance d'enquêter sur ce phénomène. Réagissant à la décision annoncée, dimanche soir, par le chef de l'Etat selon laquelle les auteurs d'agression à l'encontre des personnels de la santé encourent désormais entre 5 et 10 ans d'emprisonnement, le Pr Nibouche a préconisé que l'accompagnement du malade soit limité, à l'avenir, à deux personnes "au plus" afin d'assurer aux praticiens et autres paramédicaux de "meilleures conditions de travail et de sécurité". Abordant la crise sanitaire liée au Coronavirus, il a mis en garde contre les risques d'inactivité et d'inefficacité en cas d'infections nombreuses du corps soignant, lequel est sur "la ligne de front" de la lutte contre cette pandémie. "Il faut absolument qu'il soit protégé, éviter qu'il ne se fatigue pas et faire en sorte qu'il

607 nouveaux cas, 349 guérisons et 9 décès durant les dernières 24 heures

Six-cent sept (607) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 349 guérisons et 9 décès ont été enregistrés les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élevé ainsi à 23691, dont 607 nouveaux cas notifiés ce lundi, soit 1.4 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès à 1087 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 16400, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 28 wilayas ont enregistré un taux inférieur à la moyenne nationale, tandis que 5 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures, alors que 10 autres ont enregistré entre 1 et 5 cas et 33 wilayas ont notifié plus de six cas chacune.

Lire aussi: Covid19: 535



nouveaux cas, 307 guérisons et 10 décès en Algérie durant les dernières 24h

Par ailleurs, 64 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar. Enfin, le

même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant

l'obligation du respect du confinement et du port des masques. Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

PRÉSIDENT TEBBOUNE DEVANT DES MÉDIAS Durcissement des sanctions contre les agresseurs des staffs médicaux

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a fait état d'un durcissement des sanctions contre les agresseurs des staffs médicaux dans les hôpitaux, "et ce, en vertu d'une ordonnance présidentielle ayant force de loi", qui sera signée durant la semaine prochaine.

"En tant que personne, que citoyen et président, ça me peine que des médecins et des infirmiers, qui n'ont pas vu leurs enfants depuis quatre mois, soient victimes d'agressions", a déclaré le Président de la République lors d'une entrevue accordée à des médias nationaux, diffusée dimanche soir.

Qualifiant ces personnels de "véritables moudjahidines", le Président de la République a tenu à assurer "au nom du peuple algérien" que "les médecins sont sous l'entière protection de l'Etat algérien et du peuple algérien". Après avoir déploré de tels agissements, le Président Tebboune a mis en garde que toute agression contre le personnel médical, qu'elle soit physique ou verbale, exposera son ou ses auteurs à des peines sévères "oscillant entre 5 et 10 ans de prison ferme". Par ailleurs, le chef de

l'Etat a fustigé le retard accusé dans le versement de la prime exceptionnelle décidée par l'Etat au profit des professionnels de la santé en indemnité contre les dangers du Coronavirus (covid-19), il a estimé que "c'est là une grande honte".

Relevant, à ce propos, "une sorte d'indifférence dans l'exécution à bas niveau de responsabilité", il a réaffirmé que l'Etat "fera face à cette bureaucratie". Ce fléau "est l'ennemie de la société", a-t-il soutenu précisant que "c'est la bureaucratie qui est à l'origine du retard accusé également dans le versement des allocations accordées aux personnes impactées par la pandémie". "Alors qu'on est censé être au troisième versement, il y'a des citoyens qui n'ont pas encore reçu la première tranche", a-t-il déploré.

D'autre part, le Président de la République a réitéré que "l'Etat prendra en charge, à travers des indemnités, les petits commerçants et artisans touchés par la pandémie Covid-19". Evoquant l'Aid El Adha, le Président de la République a expliqué que "le sacrifice est une sunna, mais



le risque sanitaire n'est pas à écarter (...) nous ne pouvons être permissifs face à la mise en danger de la santé du citoyen".

Soufflant que la fermeture des mosquées peinent tous les Algériens tout comme celle des espaces de loisirs et de détente pour les jeunes, le Président Tebboune a appelé l'ensemble des citoyens à faire preuve de patience, de sagesse et de vigilance pour sortir de cette situation.

sant la mise en place de structures d'accueil pour isoler les malades afin d'éviter les contaminations en familles et soulager les hôpitaux qui ne devraient garder que les formes sévères de Covid-19".

Plus globalement, le Pr Nibouche a insisté sur l'urgence d'une réorganisation spécifique des soins en fonction de la particularité de chaque établissement hospitalier et une révision de "fond en comble" des soins dans le cadre d'une stratégie nationale.

A cet égard, l'intervenant a défendu le "rôle important" du médecin de famille qu'il a qualifié de "premier acteur" de soins, ainsi que du dispensaire qui assure des soins de proximité et de la polyclinique qui devrait "assurer même les gardes" afin de désengorger les hôpitaux.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN COVID-19

Au moins 606.605 décès dans le monde

Au moins 606.605 personnes sont décédées dans le monde du Covid-19 depuis que le bureau de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en Chine a fait état de l'apparition de l'épidémie fin décembre, selon un nouveau bilan établi par des médias à partir de sources officielles lundi.

Plus de 14.528.490 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 7.935.600 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Jusqu'à dimanche, 4.584 nouveaux décès et 224.583 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus grand nombre de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 716 nouveaux morts, l'Inde (681) et les Etats-Unis (514). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 140.534 décès pour 3.773.260 cas recensés, selon le compte de l'université Johns Hopkins. Au moins 1.131.121 per-



sonnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis figurent le Brésil avec 79.488 morts pour 2.098.389 cas, le Royaume-Uni avec 45.300

morts (294.792 cas), le Mexique avec 39.184 morts (344.224 cas), et l'Italie avec 35.045 morts (244.434 cas). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et

Macao) a officiellement dénombré un total de 83.682 cas (22 nouveaux entre dimanche et lundi), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 78.799 guérisons. L'Europe totalisait lundi à 11h00 GMT 205.420 décès pour 2.951.326 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 162.462 décès (3.830.779 cas), les Etats-Unis et le Canada 149.416 décès (3.883.598 cas), l'Asie 50.972 décès (2.114.908 cas), le Moyen-Orient 23.017 décès (1.010.923 cas), l'Afrique 15.166 décès (723.293 cas), et l'Océanie 152 décès (13.672 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les médias auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé.

RUSSIE

Plus de 5900 nouveaux cas confirmés en 24h

La Russie a enregistré lundi moins de 6.000 nouveaux cas d'infection au coronavirus en 24 heures, une première depuis fin avril. Selon les statistiques officielles, 5.940 nouveaux cas de Covid-19 ont été détectés en Russie lors des dernières 24 heures, alors que depuis début juillet, le nombre de cas quotidiens était toujours supérieur à 6.000. La Russie a également enregistré 86 décès lors des dernières 24 heures, le chiffre le plus bas depuis début mai. Au total, le pays, le quatrième au monde en nombre de contaminations après les Etats-Unis, le Brésil et l'Inde, a recensé à ce jour 777.486 cas de coronavirus, dont 12.427 décès. Au mois de mai, au plus fort de la pandémie de Covid-19 en Russie selon les autorités, le pays recensait quotidiennement entre 8.000 et 11.000 nouveaux cas de contamination. Plus de 553.600 personnes ont guéri du coronavirus en Russie, selon les statistiques officielles.

CORONAVIRUS - VACCIN
La Russie achève un vaccin avec succès

La Russie a achevé avec succès les essais cliniques d'un vaccin contre le nouveau coronavirus, a annoncé lundi le ministère de la Défense russe.

"Le ministère russe de la Défense, en collaboration avec le Centre d'épidémiologie et de microbiologie russe Gamaleïa, a achevé avec succès la phase d'essais cliniques du vaccin contre la Covid-19 avec la participation de volontaires au principal l'hôpital militaire Bourdenko", indique un communiqué du ministère, relayé par l'agence Sputnik. Le deuxième groupe de 20 volontaires a quitté l'hôpital militaire, lundi, ajoute le texte. Selon le ministère russe de la défense, "les résultats des tests disponibles montrent explicitement le développement d'une réponse immunitaire chez tous les volontaires après la vaccination", et "aucun effet secondaire, complication ou réaction indésirable, aucune plainte relative à la santé de la part des volontaires n'a été constatée au moment de leur sortie", précise encore la Défense russe.

Toutes les données d'examen des volontaires seront transférées pour traitement au Centre d'épidémiologie et de microbiologie russe Gamaleïa, avant l'enregistrement officiel du médicament auprès de l'Etat. Le directeur de l'Institut de pharmacie et de médecine translationnelle de l'université Setchenov, Vadim Tarassov, cité par Sputnik, avait fait savoir que les volontaires "sont restés isolés pendant longtemps", et leur contact avec le monde extérieur était limité avant le début des essais "pour exclure toute contamination". Le premier groupe a pu quitter l'hôpital le 15 juillet, selon la même source.

SINGAPOUR

Un nouveau kit de test rapide de Covid-19

Des scientifiques singapouriens viennent de mettre au point un nouveau kit de test de nouveau coronavirus (Covid-19), relèvent des médias locaux.

Le nouveau kit de test appelé "Resolute" est capable de fournir des résultats plus rapides-réduisant la moitié du temps nécessaire pour donner les résultats en deux heures, selon ces chercheurs travaillant aux Laboratoires nationaux DSO et à l'Agence de la science, de la technologie et de la recherche de Singapour (A*Star). Par rapport au test PCR standard actuellement, Resolute évite le traitement fastidieux des échantillons sur écouvillon prélevés sur des patients. Les tests peuvent être effectués avec une configuration de laboratoire de base et des techniciens débutants, et le processus est également plus sûr pour les techniciens car l'exposition est réduite. Le coût de chaque kit Resolute devrait être compétitif par rapport aux kits de test PCR standard. Le nouveau kit de test de Covid-19 permet de renforcer la capacité de tests disponibles à Singapour, ce qui augmente la résilience de la Cité-Etat dans la lutte contre Covid-19, a-t-on précisé.

MEXIQUE

Près de 40.000 morts

La pandémie de Covid-19 a fait près de 40.000 morts au Mexique, selon les chiffres publiés dimanche par les autorités sanitaires mexicaines.

Le Mexique, qui compte 127 millions d'habitants, a enregistré à la date de dimanche 39.184 décès liés au coronavirus, ont indiqué les autorités.

Une estimation officielle, qui ajoute à ce chiffre celui des décès probablement attribuables au Covid-19 et en attente de confirmation, atteint 41.019 morts. Le Mexique est le deuxième pays latino-américain en termes de décès derrière le Brésil, qui comptait dimanche 79.488 morts. Le nombre des cas confirmés de Covid-19 au Mexique a atteint dimanche 344.224, avec

5.311 cas de plus en 24 heures, ont annoncé les autorités. Le président du Mexique, Andres Manuel Lopez Obrador, a rendu dimanche un hommage aux victimes mexicaines de la pandémie.

"Nous voulons nous souvenir de ceux qui ont péri dans la pandémie de Covid-19, envoyer une étreinte affectueuse et fraternelle à leurs proches, à leurs amis", a déclaré le président dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. M. Lopez Obrador est apparu sur la vidéo près d'un drapeau mexicain et flanqué de dix soldats dont l'un a joué une sonnerie militaire à la trompette. Il a annoncé qu'aurait lieu ultérieurement "un hommage avec tout le protocole, avec tout le cérémonial, un hommage

solennel à ceux qui ont perdu la vie dans cette terrible pandémie". Et M. Lopez Obrador a lu une liste de dix engagements relatifs à la santé des Mexicains, dont celui d'éviter qu'au Mexique "on souffre de maladies produites par la faim et par la pauvreté". Quelque 96 millions de Mexicains souffrent de surpoids ou d'obésité, 9 millions du diabète et plus de 15 millions d'hypertension, selon des chiffres officiels de 2018, et cela principalement en raison d'une mauvaise alimentation.

Ces maladies accroissent l'impact du Covid-19, ce que montrent les données officielles qui indiquent que 55% des personnes décédées du Covid-19 au Mexique souffraient de ces maladies.

PANDÉMIE - RECHERCHE

Inde : des essais cliniques sur un vaccin contre la Covid-19

L'Institut indien des sciences médicales (AIIMS) de Delhi a annoncé avoir entamé le recrutement de volontaires à partir de ce lundi pour effectuer des essais cliniques de Covaxin, le projet de vaccin Covid-19 développé localement.

L'AIIMS fait partie de 12 instituts sélectionnés par le Conseil indien pour la

recherche médicale (ICMR) pour mener des essais cliniques de Covaxin, le vaccin qui sera testé sur 1.125 volontaires pendant la phase I et II des essais. "Nous allons sélectionner des participants sains sans comorbidités et sans antécédents de Covid-19", a déclaré Sanjay Rai, professeur au Centre de médecine communautaire de l'AIIMS.

"La tranche d'âge de la population étudiée est de 18 à 55 ans. Ce serait un essai clinique randomisé, en double aveugle et contrôlé par placebo", a-t-il précisé. Covaxin, le premier vaccin potentiel indigène contre la Covid-19 en Inde, a été développé conjointement par le Conseil indien de la recherche médicale (ICMR) et Bharat Biotech

International Limited (BBIL). En Inde, la pandémie de Covid-19 continue de faire rage avec quelque 40.000 cas signalés durant les dernières 24 heures portant le total des infections à 1,1 million cas.

Il s'agit également de 677.000 rémissions et 26.816 décès selon un dernier décompte du ministère indien de la Santé.

CHINE - COVID-19

"Personne ne savait rien du virus lors de son apparition"

Les allégations selon lesquelles la Chine aurait dissimulé la gravité de l'épidémie de Covid-19 lors de son apparition dans le pays "constituent une grossière erreur de perception", a affirmé à déclaré l'ambassadeur de Chine aux Etats-Unis, Cui Tiankai, affirmant que "personne ne savait rien de ce nouveau virus".

"En réalité, il est un fait établi qu'au tout

début de la pandémie, presque personne ne savait rien de ce nouveau virus, de sa gravité et de ses voies de transmission", a déclaré M. Cui lors d'un entretien à la chaîne de télévision américaine CNN. "Dans le monde entier, on ne savait que très peu de choses sur cette nouvelle pandémie. Il s'agit donc d'un processus continu de découverte, d'apprentissage du

virus et d'amélioration de la réponse à celui-ci. C'est un processus qui se poursuit", a-t-il indiqué.

En fait, selon M. Cui, "dès les premiers jours du mois de janvier, la Chine avait signalé à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) les quelques cas de ce qui était encore appelé à l'époque "une pneumonie à cause inconnue".

ETATS-UNIS

Trump: « le virus finira par "disparaître" »

Alors que le nombre d'infections au coronavirus flambe aux Etats-Unis, Donald Trump a défendu ses propos selon lesquels la maladie finirait par "disparaître", en se disant opposé à l'idée d'imposer le port du masque au niveau national. "J'aurai raison au final. Vous savez, j'ai dit: ça va disparaître".

Je le dirai encore", a déclaré le président américain dans une interview à Fox News Sunday, diffusée dimanche.

"Ca va disparaître et j'aurai raison", a-t-il

insisté. Plus de 60.000 nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés dans le pays en 24 heures, selon le comptage samedi de l'université Johns Hopkins, portant à environ 3,7 millions le nombre total de cas depuis le début de la pandémie. Pour le président américain, "beaucoup de ces cas (les nouveaux, ndlr) sont des gens jeunes qui guériraient en un jour". Ils ont le nez qui coule et on comptabilise ça comme un test (...). Beaucoup de ces cas ne devraient même pas être des cas", a-t-il estimé, expliquant la dispa-

rité dans les chiffres avec l'Europe, où le nombre d'infections a fortement baissé, par le nombre de tests. "Ils ne dépistent pas. Ils ne dépistent pas", a-t-il lancé. Quant au taux de mortalité, le président a affirmé que son pays avait "l'un des taux les plus bas, peut-être le plus bas au monde", ce que contestent certains experts. "Non, je veux que les gens aient une certaine liberté (...) et je ne suis pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle si tout le monde met un masque tout va disparaître", a-t-il dit.

Le milliardaire républicain est très réticent à porter un masque et n'est apparu qu'une fois en public avec cette protection.

Avant, "tout le monde disait + ne mettez pas de masque+, tout à coup tout le monde doit porter un masque, et comme vous le savez les masques causent des problèmes aussi. Ceci dit, je crois aux masques. Je pense que les masques, c'est bien", a-t-il dit. Les Etats-Unis déplorent jusqu'ici 140.000 morts dues au coronavirus.

SYNDROME CORONARIEN AIGU QUELS SONT LES SYMPTÔMES QUI DOIVENT ALERTE ?

Avez-vous déjà entendu parler du syndrome coronarien aigu ? On fait le point sur les symptômes et les traitements de cet "accident du cœur"...

SYNDROME CORONARIEN AIGU (SCA) : DE QUOI PARLE-T-ON ?

Leçon de cardiologie express. Les artères coronaires sont des vaisseaux sanguins qui recouvrent la surface extérieure du cœur à la manière d'une couronne - d'où leur nom. Il existe deux artères coronaires (une à droite, une à gauche) et elles se subdivisent en "branches" : l'artère interventriculaire gauche, l'artère interventriculaire descendante, l'artère diagonale latérale...

Les artères coronaires jouent un rôle absolument essentiel dans l'organisme : ce sont elles qui vascularisent le cœur, c'est-à-dire qui approvisionnent le muscle cardiaque en oxygène. Sans les artères coronaires, le cœur ne peut pas fonctionner... et c'est le décès.

Qu'est-ce qu'un syndrome coronarien aigu (SCA) ? On parle de syndrome coronarien aigu (SCA) lorsque l'apport sanguin au muscle cardiaque se réduit de façon brutale parce que le sang oxygéné ne peut plus circuler librement dans les artères coronaires.

On distingue deux types principaux de syndromes coronariens aigus (SCA) :

L'angine de poitrine (que l'on appelle aussi "angor") correspond à l'obstruction partielle d'une artère coronaire par un caillot de sang. Ce "bouchon" résulte généralement d'un dépôt de graisses : en langage médical, on parle de "plaque d'athérome".

L'infarctus du myocarde (que l'on appelle aussi "crise cardiaque") correspond à l'obstruction totale d'une artère coronaire, généralement à cause d'une plaque d'athérome.

SYMPTÔMES : COMMENT RECONNAÎTRE (RAPIDEMENT) UN SYNDROME CORONARIEN AIGU ?

Le syndrome coronarien aigu (infarctus du myocarde ou angine de poitrine) se caractérise par des symptômes facilement identifiables :

Une sensation d'oppression au niveau de la poitrine.

Une douleur thoracique violente qui peut irradier jusque dans le dos, l'estomac, la mâchoire, les épaules, le bras et/ou la main gauche.

Un essoufflement et/ou des difficultés à respirer.

Des sueurs et/ou une transpiration anormale et/ou une sensation de chaleur anormale.

Des nausées et/ou des vomissements...

Attention ! Les symptômes du syndrome coronarien aigu (SCA) ne sont pas les mêmes chez tout le monde ! Ainsi, chez une femme enceinte ou chez une personne âgée, le SCA pourra se manifester via une sensation de malaise, une gêne du côté gauche du corps, une fatigue anormale, un essoufflement, des ballonnements...

À savoir. Contrairement aux idées reçues, le syndrome coronarien aigu ne touche pas que les hommes : chaque année, 100 000 personnes sont hospitalisées en France en raison d'un SCA, et les femmes sont de plus en plus nombreuses.

TRAITEMENT : QUELLE PRISE EN CHARGE EN CAS DE SYNDROME CORONARIEN AIGU (SCA) ?

Attention ! "Même en cas de suspicion d'infarctus ou d'angine de poitrine, il est indispensable d'appeler les secours, il n'est pas question d'attendre que ça passe, pas question non plus de se retenir d'appeler parce que "ce n'est peut-être rien" : le syndrome coronarien aigu est une urgence médicale absolue et chaque instant compte" souligne Philippe Thebault, président de l'Alliance du Cœur. En clair : dès les premiers symptômes et même si ce n'est pas sûr, on appelle tout de suite le Samu (112) ou le numéro d'urgence européen (112).

Quelle prise en charge ? À l'hôpital, le patient est admis au service de cardiologie : l'objectif est de rétablir au plus vite la circulation du sang dans l'artère coronaire obstruée - la chirurgie est souvent nécessaire. Le médecin cardiologue pourra ensuite prescrire un traitement médicamenteux :

Les bêta-bloquants ralentissent la fré-



quence cardiaque et limitent la pression que le sang exerce sur les parois des artères. Les anti-agrégants plaquettaires empêchent les plaquettes du sang de s'agréger et donc de former des caillots.

Les statines permettent la stabilisation des plaques d'athérome.

Les inhibiteurs de l'enzyme de conversion sont utilisés dans le traitement de l'hypertension artérielle, de la maladie coronarienne et de l'insuffisance cardiaque chronique.

Et aussi. Après un syndrome coronarien

aigu (SCA), il est essentiel d'adopter un mode de vie sain. Arrêter de fumer est primordial puisque le tabac favorise le rétrécissement des artères, la formation de caillots et l'apparition de troubles du rythme cardiaque. Une alimentation saine (avec moins de graisses saturées et de sel, en particulier) permet de limiter la formation de plaques d'athérome et d'éviter l'hypertension artérielle. Enfin, l'activité physique permet de diviser le risque de récurrence à quatre ans par deux, à raison de 30 minutes par jour.

UNE NOUVELLE EXPLICATION POUR LE SYNDROME DU CŒUR BRISÉ

Une nouvelle étude américaine semble avoir trouvé la cause de ce syndrome qui ressemble à une crise cardiaque mais qui n'est pas une maladie coronarienne.

Cela ressemble à un infarctus mais ce n'en est pas un. Le syndrome du cœur brisé (ou cardiomyopathie) désigne une pathologie liée à un stress émotionnel ou physique pouvant provoquer une défaillance cardiaque et mener à un décès, dans certains cas.

Une nouvelle étude menée par les chercheurs de l'Université Langone de New York (Etats-Unis) semble avoir trouvé la cause de ce syndrome qui ressemble à la crise

cardiaque mais qui n'est pas une maladie coronarienne.

En cherchant un dénominateur commun parmi 10 femmes ayant été victimes d'un syndrome du cœur brisé ces dernières années, le Dr Harmony Reynolds, cardiologue au Centre universitaire de Langone, et ses collègues ont découvert qu'elles souffraient d'un dysfonctionnement du système nerveux parasympathique, la partie du système nerveux qui est responsable des fonctions automatiques de l'organisme et qui aide le corps à se calmer en cas de stress. Une explication nouvelle puisque jusqu'à présent, les chercheurs

envisageaient plutôt des causes hormonales ou une surcharge des glandes surrénales.

Le principal élément déclencheur de ce syndrome qui touche essentiellement les femmes de plus de 60 ans demeure un choc émotionnel provoquant tristesse, colère, anxiété ou encore, à l'inverse, joie intense ou excitation. La grande majorité des femmes guérissent sans séquelles mais quelques-unes décèdent à la suite de complications. Selon le Dr Reynolds, la respiration, la méditation, le yoga et toutes les techniques de relaxation pourraient être des pistes pour prévenir le syndrome du cœur brisé chez les femmes.



Maladies cardiovasculaires : manger du poisson 2 fois par semaine pour les prévenir

L'American Heart Association recommande de consommer des poissons riches en oméga 3, à raison de deux fois par semaine. Cela permettrait de réduire les risques d'insuffisance cardiaque, de maladie coronarienne, d'arrêt cardiaque et d'AVC. En 2002, l'American Heart Association recommandait déjà de manger du poisson, et particulièrement ceux riches en acides gras et oméga 3, pour réduire les risques de maladies cardiovasculaires. L'association vient de publier un avis dans leur journal *Circulation*, dans lequel ils réaffirment leurs précédents recommandations en s'appuyant sur de nouvelles études.

PRIVILEGIER LES POISSONS GRAS
Rédigé par un groupe d'experts en nutrition, l'avis recommande de consommer 2 portions de poissons (non frit évidemment) pour un total de 200 grammes par semaine. Les poissons riches en acides gras et oméga 3 comme le thon, le saumon, le maquereau, le hareng ou encore la sardine, permettraient de lutter contre les risques d'insuffisance cardiaque, de maladies coronariennes, d'arrêt cardiaque et d'AVC. Les experts se sont aussi penchés sur les taux de mercures présents dans les produits de la mer et on conclut que le mercure pouvait être associé à de graves problèmes neurologiques chez les nourrissons, mais n'aurait aucun effet nocif sur les maladies cardiaques chez l'adulte.

CRISE CARDIAQUE BIENTÔT UN NOUVEAU MÉDICAMENT SANS RISQUE HÉMORRAGIQUE ?

Le principal effet secondaire des médicaments prescrits suite à un événement cardiaque, c'est le risque hémorragique. Un nouveau médicament pourrait prévenir les crises cardiaques en évitant ce danger.

Après un accident d'ordre cardiaque, on prescrit au patient un médicament, un antiplaquettaire, qui permet d'éviter au sang de former des caillots et de provoquer une nouvelle crise, ou encore un AVC. Mais les antiplaquetteurs n'ont pas que des avantages... Leur effet secondaire principal est d'engendrer un accident hémorragique.

Un nouveau médicament pourrait contourner ce risque, explique la revue *Science Translational Medicine*. Actuellement, les antiplaquetteurs bloquent la coagulation du sang, mais empêchent aussi aux vaisseaux sanguins déchirés de se reconstruire. Ils agissent sur l'hémostasie, et ce de manière irréversible.

En cas de petit saignement, ce n'est pas très grave, mais cela peut mettre la vie en danger dans certains cas. Or, après un AVC ou une crise cardiaque, ils sont l'unique réponse médicale disponible à ce jour. Pour éviter un nouvel accident, il faut fluidifier le sang. Pour l'instant, personne n'avait trouvé le moyen de le faire sans bloquer toute forme de coagulation (parfois nécessaire) du sang.



IDÉAL APRÈS UNE CHIRURGIE CARDIAQUE

Mais les chercheurs ont trouvé un moyen de contourner cet effet secondaire. Ils ont mis au point un médicament qui empêche la formation de caillots mais qui ne présente pas de risque hémorragique pour autant. Il a été testé chez des souris et a montré des résultats tout à fait

satisfaisants. Moins de dommages au niveau du cœur, une coagulation moins forte et une inflammation réduite ont été constatés par les scientifiques.

D'autre part, les chercheurs soulignent que ce médicament pourrait être particulièrement pratique à la suite d'une intervention au cœur. Car sous

l'effet des antiplaquetteurs classiques, l'artère endommagée par la chirurgie a du mal à se réparer, il arrive notamment qu'elle se réouvre et provoque une inflammation. Ce nouveau médicament permettrait à la fois d'éviter un nouvel accident cardiaque, mais ne bloquerait pas l'hémostasie au niveau de l'artère endommagée.

AVC : ATTENTION À L'AGRESSIVITÉ

Le stress, la dépression et l'hostilité sont des facteurs de risque pour les accidents cérébraux vasculaires selon les résultats d'une étude scientifique américaine publiée dans la revue médicale *Stroke* de l'American Heart Association.

Les chercheurs de l'université du Minnesota à Minneapolis ont voulu comprendre l'impact des facteurs psychologiques sur les accidents vasculaires cérébraux. Ils ont mené une étude sur 6.700 adultes âgés de 45 à 84 ans qui ont répondu à des questionnaires précis sur leur niveau de stress, la dépression, l'agressivité et la colère.

Ils ont analysé l'agressivité et la vision négative du monde des volontaires en évaluant leurs attentes et leurs motivations.

Les participants ont été suivis pendant 11 ans. Aucun d'entre eux ne souffrait de maladie cardiaque. Au cours de cette période, 147 ont eu des attaques cérébrales et 48 un accident ischémique transitoire (AIT) est un déficit neurologique soudain et temporaire. Ses symptômes cliniques durent moins d'une heure).

LES AVC ALIMENTENT L'AGRESSIVITÉ

Si la colère n'augmente pas les risques de subir un AVC, la dépression, le stress et l'agressivité semblent être liés à une augmentation d'accidents vasculaires cérébraux.

En effet, les résultats de cette étude révèlent que les symptômes dépressifs augmentent de 86% le risque d'avoir une attaque cérébrale ou un AIT, que les individus qui sont chroniquement stressés ont un risque 59% plus élevé d'avoir ce



type d'attaques. Les gens cyniques et agressifs sont eux 2 fois plus touchés par ces accidents.

"On se concentre tellement sur les facteurs traditionnels de risque, le niveau de cholestérol, la pression sanguine, la cigarette etc, et ils sont tous très importants. Mais une étude comme celle-là montre que les facteurs psychologiques doivent être aussi considérés", explique l'une des auteures de l'étude, Susan Everson-Rose, professeur de médecine associée à l'université du Minnesota à Minneapolis.

"Compte tenu du vieillissement de la

population, il est important d'examiner ces autres facteurs de risques. Car, l'AVC est une maladie qui touche majoritairement les personnes âgées" explique Susan Everson-Rose.

Chaque année en France, 130 000 personnes sont victimes d'AVC, faisant 33 000 décès. Plus de 771 000 personnes d'entre elles en subissent encore les séquelles. C'est la 3e cause de mortalité après les cancers et l'infarctus du myocarde et la 2e cause de démence après la maladie d'Alzheimer.

BARRAGE DU NIL L'Égypte ne restera pas inactive face aux problèmes posés par le barrage éthiopien sur le Nil, annonce un ministre

L'Égypte ne restera pas les bras croisés face aux problèmes posés par le Grand Barrage de la Renaissance d'Éthiopie (GERD), a déclaré dimanche le ministre égyptien de l'Irrigation et des Ressources en eau, Mohamed Abdel-Ati.

Le ministre a tenu ces propos au cours d'une réunion organisée par la Commission des petites et moyennes entreprises du Parlement en vue d'explorer la possibilité d'offrir des prêts aux agriculteurs qui souhaitent moderniser leur système d'irrigation, a rapporté le site d'information égyptique Ahram Online.

"Ce n'est pas une affaire facile, et il reste beaucoup de défis à relever dans ce domaine, mais nous ne resterons pas inactifs et nous ne nous cantonnerons jamais à un rôle de spectateurs. L'Égypte dispose de toutes sortes d'outils internes pour résoudre les problèmes qui pourraient être causés par le GERD", a-t-il affirmé.

Il a révélé que la stratégie actuelle du ministère se concentrait sur l'optimisation de l'utilisation de l'eau du Nil dans les projets agricoles, soulignant que le gouvernement était en train de généraliser les systèmes d'irrigation par aspersion pour remplacer les anciens systèmes par submersion.

"Le gouvernement souhaite aider les agriculteurs à obtenir des prêts à court terme pour se doter de systèmes d'irrigation modernes permettant d'économiser l'eau", a-t-il ajouté.

L'Afrique du Sud, qui préside actuellement l'Union africaine (UA), a invité l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie à participer à un mini-sommet sur le GERD le 21 juillet.

Cette invitation intervient quelques jours après que les trois pays ont mis fin à une série de négociations sur le GERD sans être parvenus à un accord sur le remplissage de ce barrage géant. L'Éthiopie a commencé à construire le GERD en 2011.

L'Égypte, un pays situé plus en aval, dépend largement du Nil pour son approvisionnement en eau douce, et craint que le barrage n'affecte les 55,5 milliards de mètres cubes d'eau qu'elle reçoit chaque année du fleuve.

SOUDAN Arrestation de 160 "mercenaires" en route vers la Libye

Des forces soudanaises ont arrêté quelque 160 personnes qui s'apprêtaient à traverser la frontière libyenne pour combattre comme "mercenaires", a indiqué, dimanche, un groupe paramilitaire lié au gouvernement soudanais.

"Les forces de sécurité conjointes postées à la frontière soudano-libyenne ont arrêté 160 personnes, dont deux étrangers, qui allaient combattre comme mercenaires en Libye", ont déclaré les paramilitaires soudanais des Forces de soutien rapide (RSF) dans un communiqué.

RSF n'a pas précisé dans quel camp ces hommes s'apprêtaient à combattre en Libye, ni la nationalité des deux étrangers. "Envoyer des Soudanais pour combattre comme mercenaires en Libye est totalement inacceptable", a déclaré Jaddo Hamdane, commandant des RSF au Darfour Nord. "Nous avons surveillé et sécurisé la frontière avec la Libye pour lutter contre l'immigration illégale, le trafic d'êtres humains et toutes les activités criminelles transfrontalières", a-t-il ajouté.

APS

SITUATION DES PRISONNIERS SAHRAOIS DÉTENUS AU MAROC Le CONASADH exprime sa préoccupation

Le Comité national sahraoui des droits de l'Homme (CONASADH) a exprimé sa vive préoccupation face au traitement cruel de l'occupation marocaine contre les prisonniers sahraouis en refusant de leur fournir le traitement médical nécessaire en cette période de propagation de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19).

Dans sa déclaration, reprise dimanche par l'Agence de presse sahraouie (SPS), le Comité a appelé le régime marocain à respecter les accords et traités internationaux pertinents et les exigences du droit international humanitaire et sa compétence dans les Conventions de Genève relatives à la situation des détenus du groupe Gdeim Izik, et le statut du Sahara occidental occupé en tant que territoire dans lequel le processus de décolonisation n'est pas achevé.

Le CONASADH a également appelé les autorités d'occupation marocaine à "se conformer aux exigences de l'article 6 de la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, qui exige le procès des détenus civils par la puissance occupante dans le pays occupé, c'est-à-dire dans les territoires occupés du Sahara occidental, ainsi qu'aux exigences de l'article 67 du même traité qui oblige les autorités d'occupation à garder à l'esprit que l'accusé n'est pas un de ses ressortissants".

Dans le même contexte, le Comité sahraoui des droits de l'Homme a réitéré sa "solidarité absolue avec la lutte, la constance et les positions des détenus du groupe Gdeim Izik face à la politique de vengeance de l'occupation



marocaine". Le Comité a, dans sa déclaration, lancé un appel à l'ONU, le Conseil de sécurité, ainsi que les organisations régionales (l'Union africaine, l'Union européenne et le Comité international de la Croix-Rouge) et les organisations internationales non gouvernementales, pour "intervenir d'urgence afin de protéger les prisonniers civils sahraouis dans les prisons marocaines contre les risques de contamination du Covid-19", ainsi pour "faire respecter les exigences du droit international des droits de l'Homme et droit international humanitaire mentionnés dans les Conventions de Genève".

Le président de la CONASADH, Abba Al-Hussein, a exprimé, lors de sa participation mardi dernier aux travaux de la 66e session de la Commission africaine des droits de l'Homme et des

peuples, tenue par visioconférence, la préoccupation de son organisation face au danger que représente la propagation du coronavirus dans les territoires occupés de la République sahraouie, qui menace la vie de la population sahraouie vivant sous occupation, en particulier dans les établissements pénitentiaires du Maroc.

M. Al-Hussein a tenu l'Etat marocain, pleinement responsable de la vie des prisonniers civils sahraouis", appelant la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples "dans le cadre de son mandat à intervenir d'urgence pour mettre fin aux souffrances des prisonniers civils sahraouis afin de les protéger et de les libérer".

Récemment, le Front Polisario a appelé à New York à étendre le mandat de la Minurso à la surveillance des droits de l'Homme, af-

firmant que la mission onusienne ne doit pas faire exception à cet égard.

"Bien que le Conseil de sécurité inclue une composante droits de l'Homme dans les mandats des opérations de paix depuis 1991, la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) reste une exception à cet égard", a déploré le Polisario dans un communiqué diffusé à New York à l'occasion d'un débat au Conseil de sécurité sur les opérations de paix et les droits de l'Homme.

Le Front Polisario a souligné qu'après 29 ans de déploration, la mission créée en 1991 pour veiller à l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental, a failli non seulement à son mandat initial mais aussi à la protection des droits humains des civils sahraouis dans les territoires occupés.

CRISE AU MALI La CEDEAO réclame un gouvernement d'union nationale

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a proposé dimanche, au terme de sa mission de médiation au Mali, la mise en place urgente d'un gouvernement d'union nationale, écartant la démission du président Ibrahim Boubacar Keita.

Dans un communiqué rendu public dimanche, la mission, dirigée par l'ancien président du Nigeria Goodluck Jonathan, a formulé une série de propositions pour une sortie de crise, prévoyant également la formation d'une Cour constitutionnelle sur la base d'un consensus pour résoudre le litige autour des 31 sièges de l'Assemblée nationale.

L'Organisation intergouvernementale a recommandé la mise en place urgente d'un gouvernement d'union nationale, sur la base du consensus tenant compte des recommandations du Dialogue nationale inclusif.

Elle a proposé aux autorités de finaliser les enquêtes sur les décès survenus lors des manifestations des 10, 11 et 12 juillet qui "doivent s'étendre à toutes les violences et destructions des biens publics tels que l'Assemblée nationale, l'ORTM et le Haut conseil des collectivités territoriales".

La CEDEAO a indiqué "s'être en-

tretenu avec le président Ibrahim Boubacar Keita, son Premier ministre Boubou Cissé, l'imam Mahmoud Dicko, figure emblématique du M5, la majorité présidentielle et des représentants du Comité stratégique du M5 RFP.

Al'issue des consultations, la mission a noté que "les problèmes de la crise sociopolitique s'articulent autour des questions de gouvernance ainsi que des points soulevés par la mission ministérielle de la CEDEAO du 18 au 20 juin 2020, notamment la reconstitution de la Cour constitutionnelle après l'abrogation du décret de nomination de ses membres, la résolution du litige concernant les 31 sièges contestés au Parlement et la formation d'un gouvernement d'union nationale".

S'y ajoutent les préoccupations liées aux événements tragiques des 10, 11 et 12 juillet 2020.

Un Comité pour la mise en œuvre des recommandations

S'agissant du gouvernement d'union nationale, la mission de bons offices a proposé que ses membres proviennent de la majorité à raison de 50%, de l'opposition (30%) et de la Société civile (20). Selon la CEDEAO, le gouvernement nouvellement formé devra accorder une priorité à "l'amélioration de la

gouvernance, aux réformes prévues dans les conclusions du Dialogue national inclusif et à l'accélération de la mise en œuvre de l'accord d'Alger".

"La mise en œuvre de ces mesures devrait être effective au plus tard le 31 juillet, c'est-à-dire dans moins de deux semaines", a-t-elle soutenu.

En outre, la mission a rappelé l'importance du respect des institutions de la République, notamment les voies constitutionnelles pour l'accès au pouvoir et ce, conformément au Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO.

Selon la CEDEAO, aucune forme de changement non constitutionnel d'accès au pouvoir ne sera acceptée.

Un comité technique pour assurer le suivi de la mise en œuvre de ces recommandations, sera mis en place.

Il sera composé de représentants du gouvernement, du parlement, de la société civile, de la Magistrature, des représentants des femmes et des jeunes et de la Représentation de la CEDEAO au Mali. Cependant, la CEDEAO reconnaît que le Mouvement du M5 RFP n'a pas adhéré aux mesures qu'il a proposées pour une sortie de crise.

Néanmoins, elle assure que tout sera mis en œuvre pour la réalisation des mesures proposées.

PALESTINE

La Palestine critique l'occupant israélien après l'arrestation du gouverneur palestinien d'Al Qods-Est

La Palestine a vivement critiqué dimanche l'occupant israélien pour avoir arrêté à son domicile Adnan Gheith, le gouverneur palestinien d'Al Qods -Est.

Qadri Abu Baker, directeur de la Commission des affaires des détenus de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a déclaré que M.

Gheith avait été emmené à la prison d'Ashkelon après que sa mise en détention a été prolongée de 24 heures.

Un peu plus tôt dans la journée, la police israélienne a fait une descente au domicile de M.

Gheith dans le quartier de Silwan, à Al Qods-Est, et a procédé à son arrestation, ont indiqué des sources israéliennes et palestiniennes.

Depuis sa nomination par l'Autorité palestinienne au poste de gouverneur d'Al Qods-Est, en août 2018, M. Gheith a été arrêté au moins 17 fois par Israël.

Il a également reçu des



autorités israéliennes l'ordre de ne participer à aucune activité au nom de la Palestine ou des autorités palestiniennes à Al Qods.

Israël a précédemment fermé les bureaux des organisations et institutions palestiniennes à Al Qods-

Est, et a interdit leurs activités dans la ville. Les Palestiniens cherchent à établir un Etat indépendant avec Al Qods-Est comme capitale, tandis qu'Israël revendique la ville entière comme sa capitale "éternelle et indivisible". Israël a pris le

contrôle d'Al Qods-Est au cours de la Guerre des Six Jours, en 1967. Le gouvernement israélien a ensuite proclamé la ville entière "capitale éternelle" d'Israël, une démarche qui est cependant largement rejetée par la communauté internationale.

JORDANIE

Des députés appellent à l'expulsion de l'ambassadeur israélien

Le Comité palestinien de la chambre basse du parlement jordanien a appelé dimanche à l'expulsion de l'ambassadeur israélien d'Amman afin de protester contre le projet israélien d'annexion d'une partie de la Cisjordanie, rapportent des médias locaux.

Le comité a émis cet avertissement alors qu'Israël prévoyait d'annexer certaines parties des territoires palestiniens et de prendre des mesures unilatérales pour tenter de porter atteinte à la question palestinienne, a rapporté l'agence de presse officielle jordanienne Petra.

"Les mesures provocatrices d'Israël sous la protection des Etats-

Unis alimenteront davantage de tensions dans la région, et le projet israélien d'annexer des territoires palestiniens en Cisjordanie constitue une violation flagrante du droit international", a déclaré Yahia Saoud, directeur du comité. "La Jordanie continuera de soutenir la ténacité des Palestiniens et rejettera tout projet israélien d'annexion", a-t-il ajouté.

La Jordanie, qui a signé un traité de paix avec l'Etat hébreu en 1994,



a lancé un effort diplomatique international en vue d'encourager le soutien à une solution à deux Etats et de souligner le rejet de tout projet israélien d'annexer des territoires palestiniens.

SYRIE

Le scrutin sera refait dans cinq centres de vote pour "irrégularités"

La haute commission des élections en Syrie a annoncé que les élections pour élire les membres de l'Assemblée du peuple seront refaites lundi dans cinq centres de vote, dont deux à Alep, deux dans la campagne d'Alep et un à Deir Ezzor pour "irrégularités", ont rapporté des médias syriens.

Cité par l'agence de presse (Sana), un membre de la commission, le juge Nouri al-Faris, a déclaré que "lors du dépouillement dans les bureaux de vote, il y avait un décalage entre le nombre de bulletins dans l'urne et le nombre d'électeurs inscrits dans deux centres d'Alep et deux autres dans la campagne d'Alep et un

centre à Deir Al-Zour". Al-Faris a expliqué que les résultats définitifs ne seront annoncés qu'"une fois le processus de filtrage audité et les dossiers organisés au niveau de tous les centres de vote à travers l'ensemble des gouvernorats", soulignant qu'il y a des provinces qui ont terminé le processus de dépouillement et d'autres qui y travaillent encore.

A son tour, le juge chancelier Amal Shousha, chef de la commission sous-électorale de la ville d'Alep, a expliqué dans un communiqué, que les élections "seront refaites dans les centres Ibn Khalidoun et Grain en raison de la présence de bulletins

dans les urnes dépassant le nombre de noms inscrits sur les listes".

Dans une déclaration similaire, le juge Asaad Hassan, chef du comité judiciaire du département provincial d'Alep, a expliqué que les réélections auront lieu dans deux centres de vote ruraux, à savoir le Tel Daman Center et le Mechanics College Center de l'Université d'Alep pour aussi les mêmes raisons.

A Deir Al-Zour, le chef du sous-comité judiciaire du gouvernorat, le juge Ziyad Al-Sarheed, a déclaré qu'il y avait "une grande différence entre le nombre d'électeurs inscrits sur les listes et le nombre de bulletins dans

le centre électoral (24) dans la ville de Deir Al-Zour et selon ce qui est prévu". La loi électorale générale "décide de refaire le vote, à condition qu'il soit limité aux personnes ayant précédemment voté".

Selon l'article (68) de la loi (5) de 2014 sur les élections générales, s'il s'avère que le nombre de bulletins "dépasse ou est inférieur au nombre d'électeurs dans ce centre de plus de deux pour cent et d'une manière qui affecterait le résultat des élections finales, l'élection dans ce centre est annulée". Elle est renouvelée le lendemain, auquel cas la réélection est réservée à ceux qui l'ont déjà votée.

SOMMET DE L'UE

Charles Michel exhorte les dirigeants à l'"unité"

Le président du Conseil européen Charles Michel a exhorté dimanche soir les dirigeants de l'UE à ne pas présenter "le visage d'une Europe faible" et de s'entendre sur le plan de relance post-coronavirus.

"La question est la suivante: les 27 leaders, responsables devant les peuples européens sont-ils capables de bâtir de l'unité européenne, de la confiance? Ou bien, à travers une déchirure, présenterons-nous le visage d'une Europe faible, minée par la défiance?", a-t-il lancé lors du dîner aux chefs d'Etat et de gouvernement européens, qui se déchirent depuis vendredi en sommet à Bruxelles.

Selon des propos rapportés par une source proche des discussions, il a formulé le "souhait" que les Européens parviennent "à un accord et que les journaux européens titrent demain sur le fait que l'UE a réussi une mission impossible".

Les discussions ont porté durant le dîner sur la possibilité de réduire le montant des subventions du fonds de relance à 400 milliards d'euros, contre 500 milliards initialement, ce qui se situe à la limite de ce que Paris et Berlin, principaux avocats de ce plan, sont prêts à accepter.

Les prêts du plan de relance seraient alors portés à 350 milliards d'euros, contre 250 milliards au départ, selon cette répartition.

Mais les dirigeants des quatre pays dits "frugaux" (Pays-Bas, Suède, Danemark, Autriche) et de la Finlande, ne sont pas disposés à aller au-delà de 350 milliards pour les subventions, a-t-on précisé. Charles Michel n'a pas formellement présenté cette option comme une proposition de compromis en raison de ce refus. L'unanimité est requise pour l'approbation du plan de relance.

Ce fonds de 750 milliards d'euros au total, financé par un emprunt commun de l'UE, est destiné à relancer l'économie européenne, mise à mal par le coronavirus.

Dans son discours aux chefs d'Etat, M.

Michel a listé l'ensemble des modifications apportées au plan depuis le début des négociations: réduction du montant des subventions à deux reprises, changement de la méthode de répartition des fonds, mise en place de conditions plus strictes pour le versement de l'argent, etc.

"Dans le calme, nous avons fait preuve d'une écoute active pour se rapprocher de ceux qui avaient des difficultés", a-t-il assuré aux dirigeants de l'UE, avant de les appeler à leur responsabilité.

ALLEMAGNE

Quatre Lander demandent le maintien des troupes américaines

Les ministres-présidents de quatre Etats régionaux allemands ont écrit à treize membres du Congrès américain pour leur demander d'empêcher le président Donald Trump de réduire la présence militaire américaine dans le pays, ont rapporté plusieurs médias.

Avec leurs bases, leurs unités de combat ou leurs hôpitaux militaires, les troupes américaines stationnées dans le pays sont "la colonne vertébrale de la présence américaine en Europe, et de la capacité d'action de l'Otan", plaident les quatre dirigeants régionaux dans le courrier consulté par le Stuttgarter Zeitung et les Stuttgarter Nachrichten.

Issus de différentes familles politiques (écologiste, social-démocrate et conservatrice), les représentants du Bade-Württemberg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Bavière et de la Hesse demandent aux parlementaires américains de "ne pas couper, mais de renforcer le lien d'amitié" entre leurs deux pays.

Les quatre Lander ont en commun d'abriter chacun une base militaire des Etats-Unis. Mais la présence des troupes américaines pourrait se réduire prochainement, Donald Trump ayant annoncé en juin son intention de retirer 9.500 militaires du pays, ce qui ferait tomber le contingent à 25.000 hommes.

Le président américain reproche à l'Allemagne de ne pas atteindre les objectifs fixés par l'Otan en matière de dépenses consacrées à la défense, et de traiter "mal" les Etats-Unis sur le plan commercial.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Allemagne est le pays européen qui compte le plus de soldats américains sur son sol.

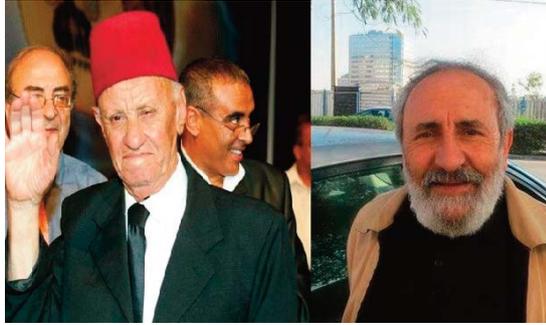
HOMMAGE

Le Président de la République attribue des médailles du mérite national au rang de "Achir" à Athmane Ariouet et Kaddour Darsouni

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a signé des décrets présidentiels, parus au Journal officiel n° 40, portant attribution de médailles du mérite national au rang de "Achir" au cheikh du malouf Kaddour Darsouni, disparu récemment, ainsi qu'au comédien Athmane Ariouet.

Le décret n° 20-169 porte attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de "Achir" au comédien Athmane Ariouet, connu pour ses rôles dans des films comme "L'épopée du Cheikh Bouâmama" (1983), "Famille comme les autres" (1992), "Le taxi clandestin" (1989) ou encore "Carnaval fi dechra" (1994). Le Président Tebboune a également attribué la médaille de l'ordre du mérite national

au rang de "Achir" à titre posthume au cheikh du malouf Kaddour Darsouni, disparu en avril dernier, à l'âge de 93 ans. Kaddour Darsouni, Mohamed Darsouni de son vrai nom, avait consacré sa vie à l'enseignement du malouf au sein du conservatoire de Constantine. Surnommé "le formateur des générations", il a œuvré à la transmission de cette musique savante pendant plus de 70 ans.



ARTS PLASTIQUES

Le Tna lance un appel à participation à une exposition collective d'art plastique

Un appel à participation à une exposition collective d'art plastique est lancé par le Théâtre national Mahieddine Bachtarzi (Tna), dans le but de redynamiser l'activité de sa galerie d'art, à l'instar de l'ensemble de sa programmation virtuelle, dédiée à maintenir une activité culturelle en période de confinement sanitaire décidée pour faire face à la pandémie de la Covid-19, lit-on sur le site Internet du Tna. Les postulants à cette exposition

collective intitulée "La rencontre", doivent fournir un curriculum vitae (CV), ainsi que les photos de quatre de leurs œuvres et les envoyer entre le 2 et le 10 septembre 2020, à l'adresse électronique: whyexpo@yahoo.fr. Les dossiers déposés seront soumis à une sélection, suite à laquelle les artistes retenus seront informés de la date du vernissage. Le Tna a, depuis mars dernier, transféré l'ensemble de son activité sur la toile, à travers un pro-

gramme dédiée notamment à la diffusion régulière de pièces de théâtre et au "Forum du Tna" qui traite avec des dramaturges et des académiciens de différentes thématiques en lien avec la pratique du 4e art. Des lectures de textes dramaturgiques déjà primés dans différentes manifestations seront soumis au regard critique de différents intervenants lors d'un nouveau forum prévu sur la page Facebook du théâtre, annonce la même source.

CHINE

Plus de 500 reliques culturelles immeubles endommagées en raison des inondations



Plus de 500 reliques culturelles immeubles ont subi des dommages en raison des inondations récentes frappant le sud de la Chine selon le bilan établi jeudi, a déclaré l'Administration nationale du patrimoine culturel.

Les régions situées le long du fleuve Yangtsé ont subi les dommages les plus graves, a indiqué Song Xinchao, directeur adjoint de l'administration, notant que plusieurs anciens ponts, murs de la ville et bâtiments ont été détruits.

Selon M. Song, l'administration a alloué 3,5 millions de yuans (environ 500.000 dollars) aux zones touchées pour les travaux de sauvetage des reliques, en appelant les gouvernements locaux et les départements concernés, ainsi que le public, à soutenir les travaux.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE WILAYA D'ADRAR

AVIS D'APPEL DE CONSULTATION

N° 04... / D.J.S / W.A / 2020

NIF / N° 29613101083420

Monsieur le wali de la wilaya d'Adrar représenté par Monsieur Le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Adrar lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales dans le cadre de l'opération Réalisation et Equipement d'une Maison de Jeunes type III à Tinerkouk (P.C.C.E 2014)

PROJET: Réalisation et Equipement d'une Maison de Jeunes type III à Tinerkouk

o PROJET: Réalisation et Equipement d'une Maison de Jeunes type III à Tinerkouk.

- Lot n° 03: Equipement audio visuel.
- Lot n° 04: Equipement informatique, scientifique et technique.
- Lot n° 05: Equipement de musique.
- Lot n° 06: Equipement de l'activité de jeunesse et sport de loisir.
- Lot n° 07: Equipement de bureau

Les Fournisseurs et les entreprises spécialisés (fabricant, importateur, grossistes ou détaillants), intéressés par le présent avis de consultation peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de la Jeunesse et des Sports Rue Belghit Mohamed Adrar (Téléfax: 049 36 72 17).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires doivent être déposées par porteur (le cachet de la poste ne fait pas foi en cas de retard) sous double enveloppe cachetée et anonyme à:

Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya d'Adrar Rue Belghit Mohamed Adrar - Secrétariat -

Et ne comportant aucune inscription autre que le numéro, l'objet de la consultation le nom et l'adresse de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya d'Adrar.

Et les mentions (avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N°: / 2020) « anonyme »

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Cette enveloppe abritera trois autres enveloppes scellées, le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière chacune dans une enveloppe distincte fermée et cachetée indiquant la référence et l'objet de la consultation ainsi que la mention « Dossier de candidature », « Offre technique » ou « Offre financière », selon le cas.

I - DOSSIER DE CANDIDATURE

- 1- La déclaration de candidature datée, signée et renseignée.
- 2- La déclaration de probité, datée, signée et renseignée.
- 3- Le statut (cas de société).
- 4- Attestation d'activité des trois dernières années (2017-2018-2019).
- 5- Copie de registre de commerce
- 6- Attestation de fabricant délivrée par la chambre de commerce et d'industrie (pour le fabricant)
- 7- Attestation de garantie.
- 8- Planning et délai des livraisons de la fourniture signée par le soumissionnaire.
- 9- Mémoire technique (annexe page 25)

II - OFFRE TECHNIQUE: contient les pièces réglementaires suivantes (renouvelées)

- 1- La déclaration à souscrire, datée, signée et renseignée.
- 2- Le cahier des et ses annexes paraphés, datés, signés et renseignés porteur à sa dernière page la mention manuscrite.

III - OFFRE FINANCIER

- 1- Modèle de soumission d'argent rempli, signé et cacheté
- 2- Bordereau des prix unitaires rempli, signé et cacheté.
- 3- Détail quantitatif et estimatif rempli, signé et cacheté.
- 4- La date limite de préparation des offres est fixée à Huit (08^h) jours à compter de la date de la 1^{ère} parution de l'avis d'appel d'offre dans les journaux nationaux.
- 5- L'heure limite de préparation des offres est fixée au dernier jour à 12 h 00
- 6- L'ouverture des offres techniques et financières est fixée à 14 h 30 au siège de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya d'Adrar le dernier jour correspondant à la date limite de dépôt des offres, si le jour est férié cette dernière est reportée au jour ouvrable qui suit à la même heure.
- 7- L'ouverture des plis se déroulera en séance publique. Cet avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister aux séances d'ouverture.

Les offres resteront valides pendant une période de quatre vingt dix (90) jours (+) le délai de préparation des offres.

EMIRATS ARABES UNIS La première mission spatiale arabe vers Mars a décollé du Japon

La sonde émiratie "Al-Amal" (Espoir), première mission spatiale arabe vers la planète Mars, a décollé lundi depuis le centre spatial de Tanegashima (sud-ouest du Japon), après deux reports de son départ la semaine dernière à cause du mauvais temps.



"Le lanceur H-IIA numéro 42 transportant la mission Espoir vers Mars des Emirats a décollé à 06H58 et 14 secondes heure japonaise" (dimanche 21H58 GMT), selon un communiqué de Mitsubishi Heavy Industries, l'entreprise japonaise chargée d'assurer le lancement de la sonde, qui était diffusé en ligne en direct.

Cinq minutes après son

départ dans un ciel radieux, la fusée transportant la sonde a largué ses premiers propulseurs et respectait la trajectoire prévue.

Engin spatial non habité, Al-Amal devrait commencer à orbiter autour de Mars d'ici février 2021, marquant le 50e anniversaire de l'unification des sept principautés qui forment les Emirats arabes unis.

Une fois sur place, la sonde

doit faire le tour de la planète rouge pendant toute une année martienne de 687 jours terrestres.

L'objectif est de fournir une image complète et inédite de la dynamique du temps dans l'atmosphère de Mars.

Le programme émirati inaugure cet été une véritable ruée vers Mars, puisque deux autres missions non habitées,

l'une chinoise, l'autre américaine, doivent prochainement partir vers cette planète.

Connus pour leurs immenses réserves de pétrole et de gaz naturel, leurs grattes-ciel et leur goût du luxe, les Emirats arabes unis ambitionnent de devenir un acteur majeur dans le domaine des sciences et des technologies.

La communication établie avec la sonde envoyée vers Mars, selon les EAU

Le gouvernement émirati a annoncé lundi que la communication a été établie avec la première sonde envoyée par les Emirats arabes unis (EAU) vers la planète Mars, la sonde Hope (espoir).

"Les Emirats arabes unis ont marqué l'histoire avec une réalisation spatiale sans précédent pour le monde arabe, puisque la sonde Hope a été lancée avec succès dans les profondeurs de l'espace", a tweeté le bu-

reau de communication du gouvernement. "Une communication dans les deux sens a été établie. Le segment terrestre a reçu et communiqué les premiers signaux avec la sonde Hope", a indiqué la Mission Mars des Emirats arabes unis sur son compte Twitter officiel. L'orbiteur a été lancé par la société japonaise Mitsubishi Heavy Industries.

Lundi 6h58 heure locale (dimanche 21h58 GMT), le lan-

ceur H2A transportant la sonde a décollé depuis le centre spatial de Tanegashima dans la préfecture de Kagoshima, au sud-ouest du Japon. La sonde a été développée au Centre spatial Mohammed bin Rashid de Dubaï. Elle devrait atteindre une orbite autour de Mars en 2021 pour marquer le 50e anniversaire de la fondation des EAU. "Ce sera la première sonde à fournir une image complète de l'atmosphère

martienne et de ses couches lorsque la sonde atteindra l'orbite de la planète rouge en 2021.

Elle permettra de répondre à des questions clés sur l'atmosphère martienne globale et sur la perte d'hydrogène et d'oxygène dans l'espace en une année martienne", selon la Mission Mars des EAU.

Le lancement était initialement prévu pour mercredi dernier, mais a été reporté en raison de la météo défavorable.

ETATS UNIS

Le lancement du télescope spatial James Webb repoussé à octobre 2021



L'agence spatiale américaine (Nasa) a annoncé jeudi que le lancement du grand télescope spatial James Webb à 10 milliards de dollars par une fusée Ariane 5 serait de nouveau reporté, au 31 octobre 2021 au lieu de mars, en

raison de la pandémie et d'autres problèmes de développement. Le télescope, imaginé dans les années 1990, devait initialement être lancé dans les années 2000, mais d'innombrables problèmes de développement, chez le fabricant principal Northrop Grumman, ont conduit à de multiples reports et à un doublement du coût. "Webb est l'observatoire spatial le plus complexe du monde et notre plus grande priorité scientifique, nous avons travaillé d'arrache-pied pour continuer à avancer pendant la pandémie", a déclaré le directeur scientifique de la Nasa, Thomas Zurbuchen. Lors du précédent report, en

juin 2018, de nombreux responsables de la Nasa répétaient que "Webb vaut la peine d'attendre". Le télescope, une fois son bouclier solaire déplié, sera grand comme "un court de tennis", et son miroir principal mesurera 6,5 mètres de diamètre, immense afin de "détecter la faible lueur de lointaines étoiles et galaxies", et trois fois plus sensible que Hubble, lancé en 1990. Lancé depuis Kourou en Guyane, il sera placé en orbite autour du Soleil, à 1,5 million de kilomètres de la Terre. Son coût total était estimé par la Nasa en 2018 à 9,66 milliards de dollars, contre 4,5 milliards en 2007.

ZIMBABWE Le principal opérateur téléphonique soupçonné de blanchiment d'argent

La police zimbabwéenne soupçonne le principal opérateur téléphonique du pays, Econet, de blanchiment d'argent, selon un mandat de recherche émis par la police.

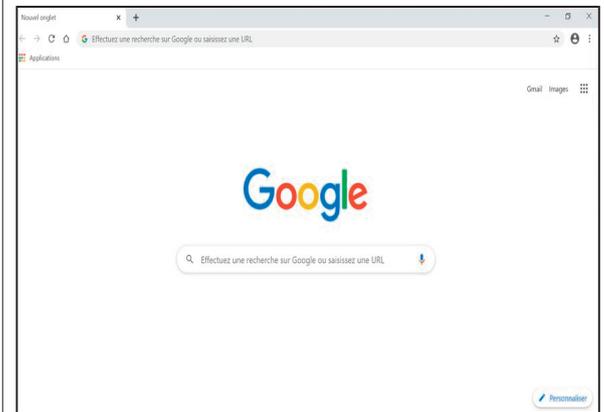
Les relations sont très tendues depuis des mois entre le gouvernement et les opérateurs téléphoniques, qui proposent des services très populaires de transactions monétaires.

Le premier accuse les seconds de contribuer à la dépréciation de la monnaie, le dollar zimbabwéen. Dans un mandat de recherche daté de vendredi, la police explique "soupçonner" Econet d'être "impliqué dans des activités de blanchiment d'argent".

Econet, qui compte quelque 10,5 millions de clients pour son application bancaire, "a sept jours pour fournir la liste de tous ses abonnés" et "tous les documents financiers pour la période entre le 2 janvier 2020 et le 30 juin 2020 montrant les transactions", selon la même source.

PALESTINE

L'Etat de Palestine étudie la possibilité d'adopter une alternative au moteur de recherche google



Le ministère palestinien des Télécommunications et des Technologies de l'information étudie la possibilité d'adopter une alternative au moteur de recherche sur Internet, Google, après la publication d'informations selon lesquelles la Palestine vient d'être "retirée des outils cartographiques des deux firmes américaines google et Apple", a indiqué le ministre des Télécommunications, Ishaq Sidr.

"Le retrait de la Palestine des cartes des deux géants Google et Apple, signifie un parti pris aveugle pour l'occupation israélienne et ses violations des droits humains palestiniens", a indiqué samedi le ministre des Télécommunications et des technologies de l'information, Ishaq Sidr.

Il a souligné qu'"une cellule de crise a été créée par le ministère pour examiner les mesures juridiques à prendre y compris le dépôt

de plaintes auprès des organismes internationaux compétents, étant donné que la suppression du nom d'un Etat reconnu internationalement, viole les lois et législations internationales, ainsi que les résolutions pertinentes de l'ONU".

En outre, Sidr a aussi souligné que "le gouvernement encourageait le rôle des syndicats, de la résistance populaire et du mouvement Boycott, désinvestissements et sanctions (BDS) en faisant pression sur les deux géants pour qu'ils s'abstiennent de cette mesure injuste".

Il convient de mentionner qu'une campagne publique "houleuse" a été lancée samedi après que Google et Apple aient supprimé le nom de la Palestine de leurs cartes, avec plus d'un million d'utilisateurs, qui ont publié une "pétition demandant aux deux Géants de mentionner la Palestine sur leurs cartes".

APS

Programme de la soirée

TF1 21:05

Joséphine, ange gardien



Joséphine atterrit en pleine campagne chez Charline Tellier. Cette avocate est habituée à tout gérer, entre son travail, ses deux adolescentes rebelles et le refuge qu'elle tient avec son mari Marc, un fervent défenseur des animaux. Peu après l'arrivée de Joséphine, qui se fait passer pour une nouvelle soigneuse, Charline vacille en apprenant qu'elle souffre d'un cancer du sein. Elle décide de cacher la vérité à sa famille.

France 2 21:05

Si les murs pouvaient parler



Cette émission s'intéresse à des lieux de pouvoirs légendaires. Stéphane Bern dévoile les secrets du berceau de la monarchie britannique, le château des Windsor. De Guillaume le Conquérant qui l'a bâti en 1070, jusqu'à Elizabeth II qui y a grandi, sans oublier le mariage du Prince Harry et de Meghan Markle... des reportages, témoignages d'experts et animations en 3D permettent de reconstituer son histoire mythique.

France 3 23:05

Au-delà des apparences



La veille de leur quarantième anniversaire, la vie des jumelles Manon et Alexandra Verdet bascule. Alors qu'une fête de famille était prévue, Manon, discrète institutrice dans un village des Vosges, disparaît. Accident ? Disparition volontaire ? Enlèvement ? Assassinat ? L'enquête policière se double d'une enquête intime dans cette famille comptant quatre enfants et semblant apparemment sans histoires. Le capitaine Lacroix prend l'affaire en main et interroge Alexandra. Peu après, la voiture, le sac à main et le portable de Manon sont retrouvés au bord d'une route départementale enneigée.

CANAL+ 20:45

Au nom de la terre



De retour des Etats-Unis où il a découvert l'élevage intensif, Pierre Jarreau achète la ferme familiale en 1979. 17 ans plus tard, l'agriculteur, père de deux enfants, élève désormais des chevreaux. Mais le cours ne cesse de baisser. Malgré une trésorerie à sec, Pierre veut se lancer dans l'élevage de poulets, au grand dam de son père, à qui il doit payer un fermage et de sa femme Claire qui tient les comptes. Pierre prend le risque de faire construire un nouveau bâtiment. Les ennuis et les dettes s'accroissent. Une situation qu'il le plonge dans une profonde dépression.

6 21:05

Recherche appartement ou maison



Porteur du syndrome d'Asperger, Maxime vit chez ses parents dans le 11ème arrondissement de Paris. Il souhaite désormais s'installer seul, mais il lui faut un appartement près de sa famille afin qu'il ne perde pas ses repères. Armand et Charlene vivent à Castres et souhaitent trouver une belle maison à Toulouse afin de construire une famille. Enfin, Nicole ne souhaite pas quitter Angers, mais manque d'espace pour elle et ses trois chiens. Elle est en quête d'une demeure avec un grand jardin. Stéphane Plaza, Sophie Bensaid et Thibault Chanel leur viennent en aide.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2512

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3x3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



"Les meilleurs professeurs sont ceux qui savent se transformer en ponts, et qui invitent leurs élèves à les franchir."

Nikos Kazantzakis

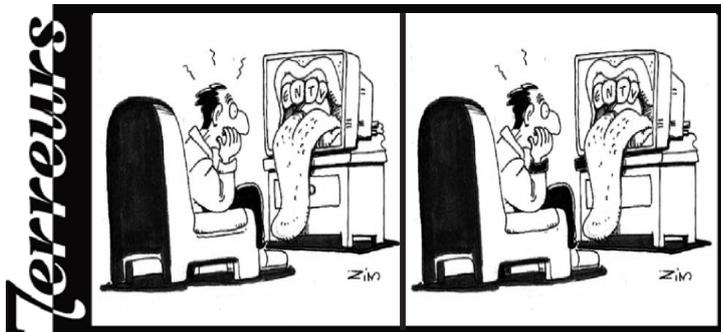
Mots croisés n°2512

Horizontalement :
Verticalement :

- 1 - Trouble de la vie courante
- 2 - Qui n'est plus en stock - Pétilillant italien
- 3 - Quel que soit le cours, elles restent de la petite monnaie - Symbole du 89
- 4 - But de promenade en mer - Pas morose du tout
- 5 - A compter désormais - A peine gris - Restitue
- 6 - Instinctifs - Genre de parachute
- 7 - Table de boucher - Dieu chinois - Eclairci
- 8 - Véhicule peu rapide - Vieux symbole d'angle
- 9 - Disperseras
- 10 - Juste revenu du travail - Sondage

- A - Milieux fournissant des spécialistes
- B - Font la peau lisse - Unité de pression abrégée
- C - Bousculade - Maritime
- D - Mouvement machinal - Otera l'épiderme
- E - Transformeras un objet en vieille chose - Nom de pomme
- F - Pas très docile - Partir en courant
- G - Animal - début de gamme - Largeur de papier
- H - Monnaie de groupe - Capone pour ses intimes
- I - Comprimera - Copulative
- J - Petite bourguignonne - Etreint
- K - Extirpa - Lanças violemment
- L - Galvanisé - Elu sur l'agenda

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1212

merveil- leux enlève- ment	↓	posèrent un œil dépeuil- leraient	↓	très serré immobi- lise	↓	couche image de bavarde	↓	œuvre de Beethoven commer- ces	↓	lieu de rencon- tre	↓	renai- traient cube de bois	↓
										baie japonaise			
travaux de centrales bigoterie	→							fonds de bouches	→				
								stations					
laines grossiers peintre célèbre	→					plateau sonore	→				futur fleuve déchif- frerait	→	
						ravageas							
						sources de profit estuaire breton	↓						
propor- tionnelle	→									titane du chimiste animaux fabuleux			
portion	→					vexerai	→					premiers venus	↓
						unique- ment							
mot de bébé têtu	→					parfums de bain	→			qazerait	→		
distendra	→					fulmina	↓			volonté			
										parfois pépin	→		
										râné			
dérangé	→	élément liquide insonori- sations	→			fiable	→					il suit le bis croissan- ce	→
						genre de clavecin	↓						
						lavatif	→					posses- sif avaler un hiberon	→
						bébés de base	↓						
cross	→								point oriental bière anglaise	→			chose délicieu- se
saint normand	→								frappe fort	→			
note de diapason	→												
tremper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												
note de diapason	→												
trémper	→												

HANDBALL

Les Mondiaux des clubs et juniors dames 2020 reportés sine die

Le Championnat du monde des clubs (Super Globe) et le Championnat du monde juniors dames (-18 ans) de handball, qui devaient se tenir courant 2020, ont été reportés à une date ultérieure en raison de la pandémie du coronavirus, annonce la Fédération internationale de handball (IHF).

"La santé et la sécurité des équipes, des officiels, des délégués, du personnel et des fans sont pour nous une priorité absolue", explique l'IHF sur son site internet, ajoutant que les restrictions dans les pays hôtes et d'autres défis organisationnels auxquels les organisateurs devraient faire face ont conduit à la décision que les deux événements ne peuvent pas avoir lieu dans la période initialement prévue.

Le Super Globe était prévu du 6 au 10 octobre prochain en Arabie Saoudite, alors que le Mondial juniors dames devait se dérouler du 29 septembre au 11 octobre en Croatie.

Pour le championnat du monde des clubs, seuls le FC Barcelone, triple tenant du titre, le Zamalek d'Egypte (champion d'Afrique) et Al-Arabi du Qatar (champion d'Asie) étaient déjà qualifiés pour le tournoi, dans un moment où toutes les autres compétitions continentales ont été annulées ou reportées.

GOLF-PGA

L'Espagnol Jon Rahm nouveau N.1 mondial de golf après sa victoire au Memorial

L'Espagnol Jon Rahm s'est imposé dimanche lors du Memorial Tournament, comptant pour le circuit américain professionnel de golf (PGA), devenant par la même occasion le nouveau numéro un mondial. Rahm, dont c'est la quatrième victoire sur le circuit PGA, prend la place jusqu'ici occupée par le Nord-Irlandais Rory McIlroy, qui termine lui 32e de ce tournoi disputé à Dublin (Ohio). Il devient le premier Espagnol à prendre la tête du classement depuis Seve Ballesteros en 1989. "A chaque fois que je peux rejoindre Seve, c'est incroyable", s'est réjoui Jon Rahm. "J'ai du mal à réaliser maintenant", a ajouté celui dont deux membres de la famille sont morts du Covid-19. "Il y a tellement de choses dans ma tête en ce moment qui n'ont rien à voir avec le golf", a-t-il déclaré.

Rahm termine le parcours de Muirfield Village en 279 coups, soit 9 coups sous le par, devançant au total l'Américain Ryan Palmer de 3 coups. Après les 9 premiers trous du 4e et dernier tour, Rahm menait de huit coups avant de réaliser trois bogeys et un double-bogey, voyant son adversaire Palmer dangereusement se rapprocher. Mais un chip remarqua ble au 16e trou lui a permis de conserver son avantage.

"Heureusement, j'ai réussi le meilleur tir court que je puisse espérer. C'était incroyable", a déclaré l'Espagnol de 25 ans. "Que ce coup rentre, c'était exactement ce dont j'avais besoin." Mais ce coup réalisé au 16e trou, permettant à Rahm de réaliser un birdie, s'est transformé en bogey, après que le golfeur ait reçu une pénalité de deux coups.

Des caméras de télévision ont en effet montré au ralenti que sa balle avait bougé lorsqu'il avait poussé sur l'herbe derrière elle, bien que cela n'ait pas changé la surface où reposait la balle et que Rahm n'ait pas pu le voir lui-même.

"Je n'ai rien vu ni senti", a assuré Rahm. "Je n'ai rien vu. Cela ne va rien enlever à ce tir. Ca n'enlèvera rien à cette journée", a-t-il insisté. Quintuple vainqueur du Memorial, Tiger Woods, qui n'avait plus joué sur le circuit PGA depuis février en raison d'une raideur au dos, a pour sa part rendu une carte de 76, soit 4 coups au-dessus du par. L'Américain de 44 ans a souffert en signant un double-bogey et cinq bogeys sur le parcours de Muirfield Village, qu'il a terminé avec un total de 294 coups (6 coups au-dessus du par).

APS

JM ORAN 2022

Une enveloppe de 180 millions DA pour la rénovation du stade Ahmed Zabana

Le stade "Chahid Ahmed Zabana" d'Oran a bénéficié d'un projet de réhabilitation et de modernisation en prévision des Jeux méditerranéens (JM) prévus dans cette ville en 2022, a-t-on appris lundi auprès du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

Une enveloppe financière de l'ordre de 180 millions de dinars a été mobilisée pour réaliser cinq opérations, en attendant de dégager une autre enveloppe pour les besoins du revêtement en gazon naturel qui remplacera le gazon synthétique dont dispose actuellement le stade, a fait savoir la même source à l'APS.

Ces opérations consisteront en l'installation de portiques électroniques et d'un écran géant, la rénovation des vestiaires, la réalisation d'une salle VIP et d'un centre de presse, a-t-on encore indiqué.

Les travaux de réhabilitation du stade Zabana devront être lancés dans les meilleurs délais, a fait savoir la même source, informant au passage que



cette infrastructure, qui est le lieu de domiciliation du MC Oran (Ligue 1 de football), a été également retenu pour abriter une partie des rencontres du championnat d'Afrique des joueurs locaux programmé en Algérie, probablement lors de l'été 2022. Outre le stade Zabana qui accueillera la fi-

nale du tournoi de football des JM, les stades de Constantine, d'Annaba et de Blida bénéficieront, à leur tour, d'importants travaux de réhabilitation qui toucheront plusieurs de leurs équipements. Le stade du 5 juillet d'Alger bénéficiera, quant à lui, d'une vaste opération de rénovation de son réseau

d'éclairage, indiquent les services du MJS, soulignant que toutes ces opérations s'inscrivent dans le cadre de stratégie de la tutelle portant sur la modernisation des infrastructures sportives et leur mise en conformité avec les normes définies par les différentes fédérations sportives internationales.

STADE DE 40.000 PLACES D'ORAN

Lancement en septembre des travaux de la pose de la piste d'athlétisme

Les travaux de la pose de la piste d'athlétisme du nouveau stade de 40.000 places d'Oran devront commencer en septembre prochain, "si d'ici là l'espace aérien venait d'être rouvert", a-t-on appris lundi auprès du responsable de l'entreprise chargée de la réalisation de ladite piste.

"La piste en question est fabriquée en Suisse et la fermeture de l'espace aérien pour contrer la propagation du coronavirus nous a faussé les calculs, et contraint de reporter le lancement des travaux", a indiqué, à l'APS, Farid Bousaâd.

Il a fait savoir, en outre, que des experts de l'entreprise de fabrication sont également attendus à Oran pour piloter les travaux d'usage "d'autant qu'il s'agit d'une opération compliquée vu que le modèle choisi pour cette piste est très moderne et est peu utilisé dans les stades du monde",

a-t-il dit, tout en s'engageant à livrer cette piste en l'espace de deux mois.

Les stades de Zurich, Berlin et Monaco sont équipés du même genre de piste, a encore informé M.

Bousaâd, soulignant qu'en Afrique "seul le stade d'Addis-Abeba en Ethiopie est doté d'une pelouse de cette qualité de haute facture qui aide énormément les athlètes à réussir les belles performances".

En revanche, le même responsable a rassuré que tous les travaux précédant la pose de la piste de dix couloirs ont été achevés.

Parallèlement à cette opération, l'entreprise en question vient d'achever la réalisation de la pelouse en gazon naturel du même stade, "une opération conclue avec succès", s'est-il réjoui. Il s'agit d'une pelouse hybride dotée d'un système d'arrosage utilisé pour la première fois dans les

enceintes de football en Afrique. Ce système est assisté par ordinateur dont le programmeur est accordé à la station de météo de l'aéroport international d'Oran par wifi, a expliqué Farid Bousaâd.

Le stade de 40.000 places constitue le principal équipement relevant du complexe olympique en cours de réalisation dans la commune de Bir El Djir (Est d'Oran).

Cette infrastructure, qui a fait dimanche l'objet d'une visite d'inspection des ministres de l'Habitat et des sports, respectivement Kamel Nasri et Sid Ali Khaldi et la Secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, Salima Souakri abritera l'essentiel des compétitions programmées pour la 19e édition des Jeux méditerranéens, qui se tiendra en juin et juillet 2022 dans la capitale de l'Ouest du pays, rappele-t-on.

JAPON

La plupart des Japonais contre la tenue des JO de Tokyo en 2021

Une grande majorité des Japonais souhaitent que les Jeux olympiques de Tokyo, différés d'un an en raison de la pandémie, n'aient pas lieu l'an prochain, plébiscitant un nouveau report ou une annulation, révèle deux récents sondages.

A peine 23,9% des personnes interrogées entre vendredi et dimanche veulent que les Jeux se déroulent l'été prochain comme prévu, selon un sondage de l'agence de presse japonaise Kyodo publié dimanche soir.

Dans le détail, 36,4% d'entre elles sont en faveur d'un nouveau report, tandis que 33,7% estiment que l'événement devrait être purement et simplement

annulé. La plupart de ceux en faveur d'un report ou une annulation disent ne pas croire que la pandémie de coronavirus puisse être maîtrisée à temps pour les Jeux, dont la cérémonie d'ouverture est prévue le 23 juillet 2021.

Selon un autre sondage réalisé ce week-end par le quotidien Asahi, 33% des Japonais souhaitent que les Jeux aient lieu l'an prochain, et 61% préféreraient un report ou une annulation.

Le report des JO de Tokyo 2020 a été annoncé en mars alors que le Covid-19 se répandait dans le monde, du jamais vu depuis l'annulation de deux éditions pendant la Se-

conde Guerre mondiale. Ces deux enquêtes d'opinion nationales confirment une tendance exprimée lors d'un précédent sondage en juin, selon lequel un peu plus de la moitié des habitants de Tokyo étaient en faveur d'un nouveau report ou d'une annulation.

Les organisateurs japonais et le Comité international olympique (CIO) ont exclu l'hypothèse d'un nouveau changement de dates.

Mais la pandémie s'accélère dans le monde et la crainte d'une deuxième vague augmente dans l'archipel, alors que la capitale japonaise a observé ces derniers jours des nombres record de nouveaux cas

quotidiens de contamination. Le président du CIO, Thomas Bach, a déclaré la semaine dernière que les Jeux de Tokyo pourraient être "une étape importante pour le monde entier" en tant que premier rassemblement mondial post-Covid. M. Bach a cependant ajouté que plusieurs scénarios étaient à l'étude face à cette crise sanitaire sans précédent, dont la tenue des Jeux à huis clos, tout en précisant qu'il était opposé à cette solution.

Le sondage de Kyodo a été réalisé par téléphone auprès de 1.045 personnes. Celui du journal Asahi a interrogé 2.097 personnes par téléphone samedi et dimanche.

Belmadi : «Aborder la CAN-2022 avec l'objectif de préserver notre titre»

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, a d'ores et déjà annoncé la couleur en dévoilant son ambition d'aborder la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 au Cameroun pour l'emporter et défendre un titre reconquis en 2019.

"Notre objectif pour la CAN-2022 est très clair : défendre crânement notre titre. Le report de cette phase finale (prévue initialement en 2021 mais renvoyée à 2022 en raison de la pandémie de nouveau coronavirus Covid-19, ndlr), sera une occasion pour nous de voir à l'oeuvre plusieurs joueurs capables de renforcer la sélection", a-t-il indiqué dimanche dans un entretien accordé au site officiel de la Fédération algérienne (FAF).

Belmadi s'exprimait à l'occasion du premier anniversaire de l'exploit réalisé par l'Algérie lors de la CAN-2019 disputée en Egypte.

Les "Verts" avaient conclu par la plus belle des manières un parcours sans faute, en battant en finale le Sénégal de Sadio Mané (1-0), au stade international du Caire.

"C'est tout à fait logique de voir de nouveaux joueurs intégrer les rangs de l'équipe nationale à l'a venir.

J'ai une liste de jeunes éléments qui pourront nous rejoindre.

Les champions d'Afrique 2019 ne vont certainement pas laisser l'occasion à d'autres, mais il y aura probablement du nouveau, d'autant que l'année 2022 coïncide également avec la Coupe du monde", a-t-il ajouté.

Invité à revenir sur l'épopée des Algériens en Egypte, Belmadi s'est rappelé de la difficulté qu'il a eue au début pour établir la liste des 23 joueurs retenus pour la phase finale.

"Ce n'était pas une mince affaire. Le choix des joueurs



était difficile, comme la décision d'écartier Yassine Benzia.

Nous étions dans l'obligation de penser à toutes les éventualités. Le deuxième problème que nous avons rencontré est celui de trouver l'équilibre entre les joueurs qui manquaient de fraîcheur physique et les autres", a-t-il souligné.

"La Côte d'Ivoire, adversaire le plus difficile"

Interrogé sur le tournoi, dominé de bout en bout par les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez, Belmadi a estimé que le match face à la Côte d'Ivoire, comptant pour les quarts de finale, à Suez (1-1, aux t.a.b : 4-3) était le plus difficile.

"L'opposition face aux Ivoiriens était l'un des rendez-vous les plus difficiles de la

compétition. Les sentiments des uns et des autres se sont mélangés entre stress, colère, et au final une joie indescriptible. Lors de ce match, Bouedjah a raté un penalty qui nous a empêchés de sceller la rencontre dans le temps réglementaire.

Durant la prolongation, nous avons continué à presser l'adversaire.

Ce dernier était contraint de reculer, c'est à ce moment-là que je me suis dit que cette équipe est forte pour avoir bousculé un grand d'Afrique comme la Côte d'Ivoire".

Avant de poursuivre : "Après la fin de la rencontre, j'ai clairement signifié aux joueurs qu'il fallait passer par ce genre d'épreuve difficile pour espérer remporter le sacre.

Depuis le début du tournoi

jusqu'à la finale, chaque match avait sa propre histoire".

Enfin, Belmadi a mis en exergue son excellente relation avec ses joueurs qui, selon ses propos, méritent toutes les louanges.

"Notre relation avec les joueurs fait partie de la nature de notre travail.

Ce sont eux qui font l'évènement sur la pelouse, le staff technique n'a qu'à instaurer une philosophie de jeu.

Nous essayons de les aider et les orienter, mais c'est aux joueurs que revient la tâche d'appliquer la rude mission sur le terrain.

Je suis quelqu'un qui veut être proche des joueurs qui sont les champions car ils ont combattu pour réaliser tout avec l'équipe nationale", a-t-il conclu.

COUPE DE FRANCE

Boudebouz (Saint-Etienne) en forme avant la finale



Le milieu de terrain international algérien de l'AS Saint-Etienne, Riyad Boudebouz, auteur de trois buts en deux matchs amicaux, est en forme avant la finale de la Coupe de France de football, prévue vendredi contre le Paris Saint-Germain.

Le dernier but en date pour l'ancien Sochalien (30 ans) remonte à samedi, contre la formation belge d'Anderslecht.

Il a obtenu un penalty juste avant la mi-temps, avant de se charger lui-même de le transformer. Un but qui a permis aux "Verts" de revenir au score (1-1), avant finalement de s'incliner (2-1) devant les Belges. Les deux autres buts de l'international algérien ont été inscrits lors du match amical pré-

cedent contre Charleroi, un autre pensionnaire du championnat de Belgique.

Ce rendement rassure son entraîneur Claude Puel, à quelques jours de cette importante confrontation contre l'ogre parisien, sacré champion de France 2020 et qualifié pour les quarts de finale de la Ligue des champions.

RÉCOMPENSE

Le Ballon d'Or 2020 ne sera pas attribué

L'hebdomadaire France Football, organisateur de la prestigieuse récompense le Ballon d'Or, a annoncé lundi, dans un communiqué, sa décision de ne pas l'attribuer en 2020 à cause d'une saison largement tronquée par la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19).

"A circonstances exceptionnelles, dispositions exceptionnelles. Pour la première fois de son histoire, débutée en 1956, le Ballon d'Or France Football ne sera pas attribué en 2020, faute de conditions équitables suffisantes", écrit le magazine dans un communiqué publié sur son site internet.

FF a ajouté que "Messi et Rapinoo (de même que De Ligt et Alisson, vainqueurs des Trophées Kopa et Yachine) vont devoir attendre un an.

Les lauréats de la dernière édition du Ballon d'Or n'auront pas de successeurs en fin d'année.

Parce qu'il n'y aura pas d'édition Ballon d'Or 2020", France Football explique "qu'une année aussi singulière ne peut – ni ne doit – être traitée comme une année ordinaire.

Dans le doute, mieux vaut s'abstenir que s'entêter", soulignant que "l'équité qui prévaut pour ce titre honorifique ne pourrait être préservée, notamment au niveau statistique et également de la préparation puisque tous les aspirants à la récompense ne pourraient pas être logés à la même enseigne, certains ayant vu leur saison amputée radicalement, d'autres non.

Dès lors, comment comparer l'incomparable ?" Avant de poursuivre : "nous ne souhaitons pas apposer au palmarès une astérisque indélébile du style "trophée remporté dans des circonstances exceptionnelles dues à la crise sanitaire du Covid-19".

Nous préférons toujours une petite entorse (à notre histoire) à une grosse cicatrice.

C'est la première fois, depuis 1956, que le Ballon d'Or fait une pause.

La parenthèse ne nous enchante pas mais nous semble la plus responsable et logique.

Protéger la crédibilité et la légitimité d'une telle récompense, c'est aussi veiller à son irréprochabilité dans le temps".

Enfin, FF a estimé que "deux mois (janvier et février), sur les onze généralement requis pour se faire une opinion et départager les meilleur(e)s, c'est beaucoup trop peu pour jauger et juger, étant donné que les autres matches se sont déroulés – ou se dérouleront – ensuite dans d'autres conditions et formats (huis clos, cinq remplacements, Final 8 européen sur un seul match) trop éloignés du panorama habituel.

On ne peut se résoudre à nous appuyer sur des saisis estropiés, avec autant d'aménagements particuliers, pour élire les meilleurs.

Les meilleurs de quoi, au fait ? Ce ne serait pas digne de notre histoire", conclut le communiqué.

L'Argentin Lionel Messi et l'Américaine Megan Rapinoo, sacrés en 2019, n'auront donc pas de successeur cette année.

TRANSFERT

Manchester United s'intéresse à Kondogbia

Indésirable à Valence malgré des prestations tout à fait honorables durant la dernière saison de la Liga, Geoffrey Kondogbia, serait courtisé par Manchester United en vue du prochain mercato estival, rapporte lundi le site spécialisé football365.

"Le joueur aurait des touches avec Manchester United. Un séjourn du côté d'Old

Trafford pourrait être une belle échappatoire pour l'ancien monégasque et aussi l'occasion de montrer qu'il a bien retenu les leçons de son passage raté à l'Inter Milan (2015-17)", écrit la même source.

Selon la même source, un chèque de 20Me devrait être suffisant pour s'assurer les services de l'international centrafricain.



Benfica entre en lice pour Slimani

Le Benfica Lisbonne, pensionnaire de la division 1 portugaise de football, serait intéressé par le profil de l'attaquant international algérien Islam Slimani, dont l'option d'achat n'a pas été levée par l'AS Monaco (Ligue 1/France), rapporte lundi le quotidien sportif lisboète A Bola.

Selon la même source, Jorge Jesus, nommé entraîneur de Benfica vendredi soir, "souhaiterait renforcer son attaque avec le buteur algérien Islam Slimani".

Prêté lors de la précédente saison au club monégasque, en provenance de Leicester City (Premier League anglaise), Slimani (32 ans) est convoité également par Lille (France), la formation du nord comptant l'engager pour remplacer Loïc Rémy, parti à Benevento (promu en Série A italienne la saison prochaine).

S'ajoute le départ du Nigérian Victor Osimhen vers Naples qui pousserait l'entraîneur lillois Christophe Galtier à vouloir recruter deux renforts offensifs.

Pour A Bola, "l'avenir du Fennec prêté par Leicester à Monaco reste flou. Son profil plaît en tout cas au nouveau coach du club lisboète. Les deux hommes se connaissent très bien puisqu'ils ont travaillé ensemble au Sporting Lisbonne", où Slimani avait évolué entre 2013 et 2016 avant de rejoindre Leicester.

Slimani (68 sélections, 30 buts) est le meilleur buteur de la sélection algérienne en activité. Depuis qu'il a rejoint l'Europe en 2013, il a porté les couleurs de plusieurs clubs dans quatre pays différents, à savoir le Sporting Lisbonne (Portugal), Leicester City et Newcastle United (Angleterre), Fenerbahçe (Turquie) et l'AS Monaco (France).

PREMIER LEAGUE (NEWCASTLE)

L'avenir de Bentaleb pas encore scellé

L'avenir du milieu international algérien Nabil Bentaleb, en fin de prêt avec Newcastle (Premier League), n'est toujours pas scellé, selon son entraîneur Steve Bruce.

"Bentaleb et deux joueurs prêtés par Newcastle appartiennent à d'autres clubs. Ce dont nous avons besoin, c'est d'avoir des négociations avec leurs clubs pour voir où ils en sont et ce qu'ils veulent", a indiqué Bruce à la presse sur l'avenir de ses joueurs dont l'international algérien. Le coach de Newcastle ne pense pas que leur cas sera réglé la semaine prochaine.

"Nous avons fait le choix pour qu'ils restent un mois de plus et ils ont tous donné leur accord, nous verrons quelles sont les demandes et leurs situations respectives avec leurs clubs." Pour rappel Nabil Bentaleb, 25 ans est encore lié à Schalke 04 jusqu'en juin 2021.

LIGA ESPAGNOLE (FC BARCELONE)

Lenglet blessé à l'aine droite

Le défenseur international français du FC Barcelone (Liga espagnole de football) Clément Lenglet "suivra un traitement dans les prochains jours" pour une blessure à l'aine droite, contractée dimanche lors du dernier match de la saison.

"Le joueur de l'équipe première Clément Lenglet souffre d'une gêne à l'aine droite et suivra un traitement dans les prochains jours", a annoncé le club catalan dans un communiqué lundi. Le Français avait dû sortir à la 46e minute lors de la large victoire des Blaugranas 5-0 contre Alavés, se tenant le côté droit du bassin. Le Barça n'a pas précisé la durée du traitement qui sera administré à l'ancien sociétaire du FC Séville.

Pour le Barça, qui a terminé deuxième de Liga derrière le Real Madrid, les regards sont maintenant rivés sur la Ligue des champions.

Le club catalan doit affronter Naples le 8 août en huitième de finale retour, après le match nul 1-1 à l'aller, le 25 février en Italie.

APS

TROPHÉE GOLDEN BOY Yasser Larouci (Liverpool) au 2^e tour de l'édition 2020

Le latéral gauche franco-algérien de Liverpool, Yasser Larouci, a été retenu dans une liste de 80 joueurs pour le 2e tour du Prix Golden Boy-2020, décerné par le quotidien spécialisé italien Tuttosport au meilleur espoir de moins de 21 ans évoluant en Europe.

Un jury composé de 40 journalistes européens appartenant aux plus grands médias sportifs du continent se chargera de choisir le joueur qui aura le mérite de remporter le titre de Golden Boy de l'année 2020.

La liste a été ramenée de 100 à 80 joueurs, après un premier vote organisé en juin dernier.

A la moitié de chaque mois, 20 noms disparaîtront de la liste pour arriver, le 15 octobre, aux 20 nominés qui se disputeront la trophée.

La tâche de Larouci, natif d'El Oued, sera très difficile, en présence de joueurs talentueux, à l'image du Norvégien Erling Braut Haaland, grande révélation de la saison du côté du Borussia Dortmund et qui semblerait le mieux placé pour



s'emparer du titre. D'autres joueurs sont donnés favoris aussi, à l'instar de la pépite espagnole d'origine bissauguinéenne du Barça, Ansu Fati, ou encore des trois prodiges brésiliens du Real Madrid, Vinicius Jr, Reinier

et Rodrygo. L'année dernière, c'est le joyau portugais de l'Atlético Madrid, Joao Félix, qui avait remporté la récompense. Le Golden Boy existe depuis 2003 et a vu des joueurs

comme Lionel Messi (2005), Sergio Agüero (2007) ou encore Mario Balotelli (2010) être sacrés. Il convient de rappeler qu'un joueur africain n'a encore réussi à soulever la trophée.

LIGUE 2 FRANÇAISE

Le Toulouse FC vendu au fonds américain "RedBird Capital Partners"

Le Toulouse FC, rétrogradé en Ligue 2 française de football, a été racheté par le fonds d'investissement américain "RedBird Capital Partners", a annoncé lundi ce groupe très impliqué dans le milieu du sport professionnel aux Etats-Unis.

Les nouveaux propriétaires détiennent désormais 85% des actions du club toulousain, tandis que Olivier Sadran, président du club lanterne rouge de la dernière L1, garde un pied au club en conservant les 15% restants.

Dans un communiqué publié lundi, Gerry Cardinale a indiqué, au nom de son groupe, être "fier et heureux de contribuer à écrire un nouveau chapitre de l'histoire du club et réaliser ainsi tout son très grand potentiel".

Le patron de RedBird en a profité pour officialiser la nomination de Damien Comolli à la présidence du club toulousain.

"Je suis ravi et honoré de devenir le nouveau président du Toulouse FC.

Toulouse est une ville extraordinaire avec un club de football qui a l'opportunité et la capacité de réussir.

C'est une ville au talent unique et nous sommes déterminés à continuer à mettre toute notre énergie à accompagner et soutenir les jeunes par le sport à travers toute l'Occitanie.

Le club a un très grand potentiel et je suis impatient de travailler avec les

joueurs, notre staff et RedBird pour réaliser notre ambition de construire un avenir solide pour le club.", a déclaré le nouvel homme fort des Violettes.

Pour rappel, la saison du TFC, dont le groupe a dû écourter son stage en Espagne à cause du Covid-19, commencera le week-end du 22 août par la réception de Dunkerque.

ARABIE SAOUDITE

L'Algérien Doukha prolonge avec Al-Raed

Le gardien international algérien, Azzedine Doukha, a prolongé son contrat avec Al-Raed, a annoncé le club de la Premier League saoudienne de football sur son site officiel. Le portier international qui aura 34 ans le 5 août, a prolongé son bail d'un an et a décidé de rester malgré les offres qu'il a reçu d'autres clubs en Arabie Saoudite.

Avant l'arrêt du championnat saoudien à la 22e journée, Al-Raed partageait avec Al-Taawoun la 6e position avec 32 points. Le leader reste Al-Hilal avec 51 unités, loin devant Al-Nasr (45 pts). Le gardien qui a porté le maillot de plusieurs équipes en Algérie se sent mieux avec Al Raed qui l'a bien accueilli dès son arrivée au club il y a deux saisons en provenance d'Ohod Médine.

LIGUE DES CHAMPIONS

La CAF renonce au "Final Four" et revient à l'ancienne formule

La Confédération africaine de football (CAF) a décidé d'adopter une formule aller-retour pour les demi-finales de la Ligue des champions d'Afrique, renonçant ainsi au "Final Four" sur un seul terrain initialement choisi en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), rapportent lundi des médias locaux.

La commission interclubs de la CAF a décidé de faire jouer les demi-finales de la Ligue des champions WA Casablanca - Ahly du Caire et Raja Casablanca - Zamalek en format classique, fin septembre pour l'aller (25-26) et début octobre pour le retour (2-3).

Pour la finale, elle est attendue pour le 10 octobre. Le terrain sera choisi en fonction de l'affiche. Elle se jouera au Maroc si c'est une affiche WAC-Raja et en Egypte si c'est un derby du Caire.

Au cas où il s'agirait d'un choc maroco-egyptien, un terrain neutre sera choisi, précise la même source.

Le président de la Fédération royale marocaine de football, Faouzi Lekjaâ, également 2e vice-président de la CAF, s'est posé en bouclier contre la proposition égyptienne de faire jouer le reste de la compétition au Caire.

Le "Final Four" devait se jouer initialement au stade Japoma de Douala en sep-

tembre prochain, avant que le gouvernement camerounais ne décide de renoncer à abriter le reste de la compétition en raison de la pandémie de Covid-19.

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية الجزائر
المندوبية الجزائرية بوزريعة
بلدية بن عكنون
رقم: 09/09/2020

إعلان عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملائمة

يعان السيد رئيس المجلس الشعبي لبلدية بن عكنون عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملائمة حول إنشاء نشاط من نوع مطعم بالمحل الكائن بنجزة زوك رقم 08 بن عكنون، والمستغل من طرف السيدة ميرة حكيمه.

و عليه كل المواطنين الساكنين في محور المكان المذكور والراغبين في ابداء رأيهم، مدعون للتقرب من مكتب الشؤون الاقتصادية للبلدية أين وضع مجمل لهذا الغرض تحت تصرفهم ابتداء من تاريخ صدور هذا الإعلان في المحسنة الوطنية ولمدة خمسة عشر (15) يوما.

إلى غاية
ابتداء من

مستشار البلدية
الشمسي
مستشار البلدية
مستشار البلدية

DK NEWS 21/07/2020

Reinier Jesus proche d'être prêté

Le jeune brésilien va quitter Madrid. Alors qu'il a évolué avec l'équipe réserve, le milieu de terrain très prometteur Reinier Jesus devrait fouler les pelouses de Liga la saison prochaine. Selon les dernières informations de la Cadena COPE, le jeune brésilien de 18 ans va être prêté toute la saison pour qu'il puisse s'acclimater au style du championnat espagnol. Concernant sa future destination, il devrait prendre la direction du Real Valladolid. Les discussions entre les deux clubs seraient très avancées. A noter que la Real Sociedad serait également sur les rangs pour accueillir la pépite madrilène.



MAN CITY CONVOITE DOUGLAS COSTA

Pep Guardiola aimerait attirer à Manchester City son ancien protégé au Bayern, Douglas Costa.

Manchester City vise des renforts pour la saison prochaine. Les Eastlands souhaitent notamment du sang neuf en attaque, afin de pallier le départ de l'Espagnol David Silva. Pep Guardiola, le manager de l'équipe, a plusieurs joueurs en vue et en tête de cette liste figure un certain Douglas Costa. Selon le quotidien italien Tuttosport, l'international brésilien plait en effet beaucoup au coach catalan. Et pour récupérer celui qu'il a dirigé pendant une saison au Bayern (2015-16), ce dernier serait prêt à mettre jusqu'à 50M€ sur la table.

Douglas Costa joue actuellement à la Juventus, où il est sous contrat jusqu'en 2022. Chez les Bianconeri, il est loin d'être un titulaire indiscutable. Toutefois, Maurizio Sarri fait régulièrement appel à ses services. Cette saison, toutes compétitions confondues, l'international averde a disputé 27 rencontres. Il a marqué 3 buts et 5 passes décisives. Le manager des Sky Blues espère donc pouvoir l'attirer à l'Etihad Stadium. Et, d'un autre côté, il croise les doigts pour que Douglas Costa ne joue pas un mauvais tour à son équipe en août prochain si jamais City et la Juventus sont appelés à s'affronter en quarts de finale de Ligue des Champions.

LIVERPOOL ET MAN UNITED SE DISPUTENT ISMAÏLA SARR

Les deux clubs phares du Nord-Ouest d'Angleterre sont en concurrence pour enrôler le buteur sénégalais des Hornets.

A en croire le quotidien britannique The Mirror, Ismaïla Sarr est un joueur très sollicité en cette période de pré-mercato. L'ancien rennais a des touches avec deux des meilleures équipes de la Premier League.

Les Reds de Liverpool le suivent depuis un bon moment et ils auraient intensifié leur intérêt à son égard depuis qu'il leur a mis un doublé en hiver dernier et mis fin à leur invincibilité en championnat. Une performance qui a impressionné Jürgen Klopp, le manager des Merseysiders.

Pour ce qui est d'United, ils visent l'international sénégalais en tant qu'alternative à Jadon Sancho. Le recrutement de l'aïlier anglais du Borussia Dortmund s'avère être compliqué et si la piste n'aboutit pas, les responsables de MU pourraient donc se tourner vers Sarr. Cette saison, toutes compétitions confondues, Sarr a marqué 6 buts et offert 3 passes décisives en 28 rencontres avec Watford. Il a joué un rôle important dans le maintien des Loups dans l'élite anglaise.

Et si Cavani rejoignait... le Portugal ?

Selon une indiscretion signée du quotidien lusitanien Record, « El Matador » serait actuellement suivi par le club portugais du Benfica Lisbonne. Le meilleur buteur de l'histoire du PSG est pisté par plusieurs clubs européens et Benfica serait le dernier à s'être intéressé à son cas après l'Atlético Madrid, l'Inter Milan ou des formations d'Amérique du Sud. Sans oublier Chelsea, qui a frappé fort en attaque en s'offrant Timo Werner ou encore Hakim Ziyech. Chez les Aigles, Cavani serait la nouvelle idole de l'Estádio Da Luz et évoluerait sous les ordres de Jorge Jesus. Le technicien vient de reprendre les rênes de l'équipe cinq ans après son départ. Reste à savoir si Benfica sera capable de satisfaire les exigences salariales élevées de l'ancien napolitain, qui avait récemment diffusé une vidéo de ses exploits avec le PSG sur ses réseaux sociaux.



DIRECTION LA RUSSIE POUR LOVREN ?

Le Zenit Saint-Petersbourg aurait transmis une offre pour le défenseur central de Liverpool, Dejan Lovren.

Branislav Ivanovic en fin de contrat, le Zenit pourrait bien piocher son remplaçant encore en Premier League. En effet, le Serbe de 36 ans arrivé de Chelsea en 2017 devrait quitter le club de Saint-Petersbourg et laisser un trou dans la défense centrale. Pour le remplacer, le club russe pourrait bien aller chercher un profil très similaire : un trentenaire, provenant d'un pays de l'Est et jouant actuellement en Premier League. En l'occurrence, il s'agirait de Dejan Lovren. Le défenseur central croate a de moins en moins de temps de jeu à Liverpool derrière Virgil Van Dijk, Joe Gomez ou Joel Matip.

Selon le Daily Mail, le Zenit Saint-Petersbourg aurait transmis une offre à Liverpool pour obtenir Dejan Lovren. L'offre s'éleverait à 10 millions d'euros soit 7 de moins que ce que demanderait Liverpool. En effet, les Reds souhaiteraient une offre avoisinant les 17 millions d'euros pour le laisser partir. En fin de contrat en 2021, l'avenir de Dejan Lovren est incertain. Les dirigeants de Liverpool souhaiteraient activer l'option sur son contrat qui permettrait de le prolonger d'un an, mais ils ne le feront pas avant la fin du mercato. Jürgen Klopp, de son côté, souhaiterait conserver son défenseur.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publication - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

CRISE LIBYENNE

Le président Tebboune évoque une initiative algéro-tunisienne

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a fait état, dimanche soir, d'une possible initiative algéro-tunisienne pour la résolution de la crise libyenne, se disant optimiste quant au règlement de cette crise.

Lors de son entrevue périodique avec les médias nationaux, le président Tebboune a évoqué "une possible solution algéro-tunisienne", à la crise en Libye réaffirmant que le règlement du conflit entre libyens "passe impérativement par la table du dialogue et que l'usage des armes n'a et ne sera jamais la solution". Rappelant la position équilibrée de l'Algérie, le Président Tebboune a réitéré concernant "les décisions individuelles" que l'Algérie "ne soutient ni les uns ni s'oppose aux autres" mais, a-t-il ajouté "nous refusons d'être mis devant le fait accompli". Après avoir assuré que "l'Algérie qui n'a aucune volonté de faire cavalier seul ne peut imposer une quelconque initiative ou solution sans parrainage des Nations unies et du Conseil de sécurité", le Président Tebboune a soutenu

que "si l'on veut le bien du peuple libyen, il faut le laisser décider de son propre des tin sur la base de la légitimité populaire, sous l'égide des Nations unies". "Etant proches du peuple libyen, nous avons mis en garde contre certains agissements", a poursuivi le président de la République, déplorant "la dégradation de la situation" où les Libyens sont isolés à l'exception de deux pôles à l'Est et à l'Ouest du pays. Regrettant "les tentatives d'implication de certaines tribus libyennes dans le conflit armé ces dernières 24 heures", le président de la République s'est dit inquiet de voir ce pays transformé en champs de bataille entre grandes puissances, estimant que "c'est là une situation très dangereuse qui pourrait faire basculer la Libye dans le même sort que la Somalie". Néanmoins, le Prési-

dent Tebboune s'est dit optimiste quant à la résolution de la crise libyenne "partant des aspirations du peuple libyen quant à l'avenir de son pays". Il a fait état, à ce propos, des "concertations permanentes avec toutes les parties internationales en vue de parvenir, dans les meilleurs délais, à une solution à la crise dans ce pays frère" soulignant des contacts avec les Présidents russe Vladimir Poutine, tunisien Kaïs Saïed et français Emmanuel Macron. Evoquant en outre des canaux de communication et de concertation avec de nombreux pays, à l'instar de la Mauritanie, la Turquie, l'Égypte et bien d'autres au niveau des ministres des Affaires étrangères, M. Tebboune a déploré le non-respect par plusieurs parties des conclusions de la Conférence de Berlin.

Le Président Tebboune reçoit la représentante spéciale par intérim du Secrétaire général de l'ONU en Libye

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, dimanche, Mme Stephanie Williams, représentante spéciale par intérim du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) en Libye, qui effectue une visite en Algérie, indique un commu-

niqué de la Présidence de la République. "Les deux parties ont examiné les développements préoccupants en Libye, à la lumière des efforts de l'ONU visant la reprise du processus de paix sur la base des décisions de la Conférence internationale de Berlin", précise le com-

muniqué. Le Président de la République "a réaffirmé, à cette occasion, la position constante de l'Algérie appelant à l'impératif d'accélérer la résolution politique en tant que seule et unique voie pour mettre un terme à l'effusion de sang et maintenir la situation sous contrôle,

pour que le peuple libyen frère puisse reconstruire son pays dans le cadre de la légitimité populaire à même d'assurer l'intégrité de son territoire et sa souveraineté nationale, loin de toute ingérence militaire étrangère", conclut le communiqué.

La représentante spéciale du SG de l'ONU salue les efforts de l'Algérie

La représentante spéciale par intérim du Secrétaire général des Nations unies en Libye, Stéphanie Williams, a salué, dimanche à Alger, les efforts de l'Algérie visant à trouver une solution politique à la crise en Libye. "Nous sommes en train de travailler, sous les auspices de l'accord de Berlin, dont l'Algérie fait partie, pour essayer de trouver une solution politique à la crise en Libye et agir aussi sur le volet économique. Nous sommes reconnaissants des efforts fournis par l'Algérie pour une solution politique à cette crise", a affirmé Mme Williams à l'issue de l'audience

que lui a accordée le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. "J'ai eu aujourd'hui des garanties de la part de l'Algérie pour nous soutenir dans cette initiative qui permet d'arriver à un cessez-le-feu et mettre fin à ce conflit qui a tant duré", a indiqué la représentante du Secrétaire général onusien. Elle a fait part, à ce propos, de la "préoccupation" du SG de l'ONU, Antonio Guterres, concernant la situation qui prévaut en Libye et sa demande aux forces étrangères de cesser leurs ingérences dans ce pays. Mettant en avant les souffrances endurées par le peu-

ple libyen en raison de cette crise qui dure depuis 9 ans, Mme Williams a estimé qu'il était "grand temps" de trouver une solution à ce conflit et permettre ainsi aux Libyens de se lancer dans un processus politique par la voix du dialogue. Elle a également insisté sur la nécessité de mettre fin à "l'impunité internationale" qui fait que certains pays "ne respectant pas l'embargo imposé par l'ONU sur les armes qui rentrent en Libye de manière illégale", de même que "l'impunité interne en Libye, suite aux violations des droits de l'Homme".

DOSSIERS DE LA MÉMOIRE NATIONALE

Le Président Tebboune désigne M. Chikhi représentant de l'Algérie pour mener le travail de mémoire avec la France

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, dimanche, la désignation du conseiller auprès de la Présidence de la République, chargé des Archives nationales et de la mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi, en tant que représentant de l'Algérie pour mener le travail en cours avec l'Etat français sur les dossiers inhérents à la mémoire nationale et à la récupération des archives nationales.

Lors de son entrevue périodique accordée à des responsables de médias nationaux, le Président Tebboune a fait savoir qu'il avait chargé M. Chikhi de représenter l'Algérie pour mener le travail en cours sur les dossiers de la mémoire nationale avec l'Etat français, représenté par l'historien Benjamin Stora. Le président de la République a loué la grande compétence de M. Chikhi dans ce domaine, étant "le plus informé" des dossiers devant être traités par les deux parties, particulièrement au vu de son expérience accumulée en occupant le poste de Directeur général des Archives nationales. A ce propos, le Président Tebboune a rappelé avoir convenu avec son homologue français que les deux parties travailleront dans ce sens "de façon normale", relevant que "les choses sont devenues presque claires et sans crispation aucune". Pour M. Tebboune, la désignation par le Président Macron de l'historien Benjamin Stora s'inscrit dans le cadre "de la facilitation des choses en vue de sortir de la crispation politique et de l'exploitation politicienne". Evoquant les relations économiques liant l'Algérie à ses différents partenaires parmi les pays frères et amis, le Président de la République a dit: "On n'a pas exclu la France. Nous œuvrons à récupérer notre mémoire nationale, tout en travaillant d'égal à égal avec la France (dans les autres domaines), comme dicté par les intérêts de chaque pays".

58E ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Le Président Tebboune reçoit des messages de vœux de ses homologues tunisien et mauritanien

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu de nouveaux messages de vœux de chefs d'Etat frères à l'occasion de la célébration par l'Algérie du 58e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, indique dimanche un communiqué de la Présidence de la République. "A l'occasion du 58e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu de nouveaux messages de vœux émanant des Présidents tunisien Kaïs Saïed et de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani", précise le communiqué.

MDN

LUTTE ANTITERRORISTE

9 bombes de confection artisanale détruites à Ain Defla, Médéa et Djelfa

Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont découvert et détruit, dimanche, neuf bombes de confection artisanale, lors d'opérations distinctes de fouille et de ratissage menées à Ain Defla, Médéa et Djelfa, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont découvert et

détruit, le 19 juillet 2020, neuf (09) bombes de confection artisanale, et ce, lors d'opérations distinctes de fouille et de ratissage menées à Ain Defla, Médéa et Djelfa en 1^{ère} Région militaire", précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et dans "la dynamique des efforts soutenus visant à endiguer la propagation du fléau de narcotrafic dans notre pays,

un détachement combiné de l'ANP a saisi, près des frontières à Bechar en 3^e Région militaire, une grande quantité de kif traité s'élevant à cinq (05) quintaux et 15 kilogrammes, tandis que des Gardes-frontières ont arrêté, à Tlemcen en 2^e Région militaire, un (01) narcotrafiquant de nationalité marocaine en possession de quatre (04) kilogrammes de kif traité". Par ailleurs, des détachements de l'ANP et des

éléments de la Gendarmerie nationale "ont intercepté, à Bordj Badji Mokhtar en 6^e Région militaire, douze (12) individus et saisi quatre (04) groupes électrogènes et dix (10) marteaux piqueurs servant dans les opérations d'orpaillage illicite, alors que quatre (04) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen", ajoute le communiqué.

Un troisième terroriste abattu à Médéa

Un troisième terroriste a été abattu et un pistolet mitrailleur de type kalachnikov récupéré, jeudi, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), dans la localité de Chaoune, commune de Derrag (wilaya de Médéa), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterror-

iste et en continuité de l'opération menée, ce matin 16 juillet 2020, dans la localité de Chaoune, commune de Derrag, wilaya de Médéa en 1^{ère} Région militaire, qui s'est soldée par l'élimination de deux (2) terroristes, un détachement de l'ANP a abattu cet après-midi, dans la même zone, un (1) troisième terroriste et saisi un (1) pistolet

mitrailleur de type kalachnikov", précise le communiqué. Ainsi, "le bilan de cette opération de qualité s'élève à la neutralisation de trois (3) terroristes et la saisie de trois (3) pistolets mitrailleurs de type kalachnikov trois (3) grenades, trois (3) paires de jumelles, trois (3) chargeurs et une quantité de munitions", note la même source. "Cette

opération qui s'inscrit dans la dynamique des résultats positifs réalisés par les différentes unités de l'ANP, réitére leur résolution à persévérer dans la lutte contre le terrorisme, à traquer ces criminels et à les éliminer partout où ils se trouvent, à travers l'ensemble du territoire national", souligne le communiqué.